

1911

MONSIEUR LE VICE-PRESIDENT DELEGUE AUX FINANCES DONNE LECTURE DE L'EXPOSE SUIVANT,
MESDAMES, MESSIEURS ET CHERS COLLEGUES,

La Commission Mixte réunie le 19 février 2025 a donné un avis favorable au dossier qui vous est présenté.

L'administration du Syndicat a préparé un dossier proposant les orientations budgétaires pour 2025, dont les grandes lignes sont rappelées ci-après. Ce dossier est annexé à la présente.

L'année 2024 a été marquée par plusieurs événements :

- Un tassement de la baisse des OMR après les baisses significatives observées en 2023 : nulle à faible sur l'aire toulonnaise (-1.8% pour la Métropole de Toulon), légère hausse sur la Golfe de Saint Tropez (+2%).
- Une stagnation de la collecte du verre, à l'exception de Porte des Maures dont la collecte du verre progresse de près de 10% en 2024.
- Une reprise des collectes sélectives de papiers cartons sur l'aire toulonnaise qui retrouve le gisement de 2022 (+5%) et la poursuite de la dynamique de collecte des emballages plastique et métalliques (+11%) qui portent à près de 80% la hausse de ces emballages collectés sélectivement depuis la mise en place de l'extension des consignes de tri.
- Sur le Golfe de Saint Tropez, le multi matériaux progresse de 5%, mais la collecte des cartons marque le pas, tandis que sur Porte de Maures la croissance des gisements de collecte sélective est importante (+14% sur le multi matériaux et +7% sur les cartons).
- Une légère reprise des dépôts en déchèteries après les baisses conséquentes observées en 2023, exception faite du Golfe de Saint Tropez dont les dépôts ne progressent pas, avec toujours une diminution des encombrants en mélange, gage d'un meilleur tri, amplifié en 2024 par la mise en place de 3 nouvelles REP : les Jeux Jouets, les ABJ (articles de bricolage et de jardin), et surtout la PMCB (produits et matériaux de la construction et des bâtiments).
- La fin de la campagne de distribution des composteurs individuels dans l'habitat horizontal à l'été 2024 qui a permis d'équiper en 2 ans près de 38 750 foyers supplémentaires.
- La stabilisation du coût des prestations avec une inflation redescendue en-dessous de 2.5%.
- Le versement au SITTOMAT par Zéphire d'un intéressement, principalement lié à la vente d'électricité et de chaleur en 2023, pour un montant de 3.7 M€.
- La confirmation de la faiblesse des cours de reprise des matières recyclées, maintenant les recettes de commercialisation issues de la collecte sélective autour des 2 M€, malgré l'augmentation des quantités triées.
- La répercussion sur une année pleine de l'impact de la liquidation judiciaire de la société Ecorecept en juillet 2023 avec une augmentation significative des dépenses d'acheminement des emballages plastique et métallique au centre de tri de Nîmes d'une part et de traitement des encombrants en mélange et déchets de balayures d'autre part.

- L'appel auprès des adhérents de l'aire toulonnaise, dans ce contexte économique de stagnation des recettes et d'augmentation des dépenses liées à la collecte sélective et pour la 1^{ère} année, de la contribution permettant de réajuster le bilan des recettes et dépenses de la collecte sélective pour un montant global de 2.06 M€.
- L'obtention de toutes les autorisations administratives pour l'opération du centre de tri des collectes sélectives à La Farlède et la signature en fin d'année d'un emprunt de 24.5 M€ avec la Banque des Territoires pour son financement.
- La mise en place de la REP PMCB dans les déchèteries de l'aire du SITTOMAT entre juillet et octobre 2024 dont les effets seront davantage perceptibles en 2025 (diminution des charges et soutien financier), toutes choses égales par ailleurs.
- La désignation du SITTOMAT fin 2024 comme lauréat de l'appel à projet collecte de CITEO sur la densification des collectes en apport volontaire des emballages et papiers ménagers (323 k€ d'aide à l'investissement), tant la nécessité de renforcer les dispositifs et les performances de tri est grande au regard des résultats des caractérisations d'OMR reprises en décembre 2024 qui montrent une diminution des biodéchets, mais un maintien, voire une augmentation des déchets d'emballages présents dans les OMR.

Sous réserve de l'atterrissage du compte administratif 2024, l'ensemble de ses facteurs, conjugué à une inflation globale en 2024 de l'ordre de 2.5 %, se traduit par une augmentation des dépenses de fonctionnement du Syndicat en 2024, par rapport à 2023, de 3 703 000 € HT, soit + 6.7%, celles-ci s'établissant à un peu plus de 59 M€ HT.

Les recettes de fonctionnement ont quant à elles augmenté de 5 873 000 € HT, ce qui a permis, une fois déduits les réajustements liés au transport et traitement des OMR, de dégager une épargne brute d'environ 5.9 M€ en 2024 (5.8 M€ en 2023).

Cela a permis d'autofinancer 12.75 M€ de dépenses d'investissement, dont 7.75 M€ en 2024 sur le centre de tri des collectes sélectives, et décaler ainsi à 2025 le recours à l'emprunt contracté auprès de la Banque des Territoires pour le financement de l'opération.

Concernant les orientations budgétaires 2025 qui s'inscrivent dans la prospective budgétaire 2022-2028, les hypothèses suivantes ont été prises en compte :

- ⇒ Une baisse de l'inflation à 1.5% avec des indices de révision des prix qui stagnent et des taux d'emprunt en diminution ; ainsi le taux variable de l'emprunt signé à 3.4% en décembre 2024 avec la Banque des Territoires pour le centre de tri est d'ores et déjà passé à 2.8% au 1^{er} février 2025, suivant la baisse du taux du livret A sur lequel il est indexé.
- ⇒ L'augmentation de 1 € de la TGAP incinération qui s'établit à 15 € par tonne (65 € pour l'enfouissement), et la répercussion de la hausse de la TGAP sur le coût de traitement facturé aux adhérents
- ⇒ La poursuite de la baisse des prix de commercialisation des matières recyclées.
- ⇒ Le maintien du mécanisme d'équilibrage financier de la collecte sélective sur l'aire toulonnaise.
- ⇒ Le recours à l'autofinancement pour les investissements hors réalisation des équipements structurant du Syndicat en limitant le recours à l'emprunt pour le centre de tri des collectes sélectives et la plate-forme de compostage des biodéchets ; le niveau élevé de l'intéressement reversé par Zéphire à 2.5 M€ en 2025 au titre des recettes de l'année 2024, quoiqu'en nette diminution par rapport aux près de 3.8 M€ de l'année échuë, permet d'envisager un autofinancement de tous les investissements courants, y compris le projet de quai de transfert de l'Ouest Toulonnais estimé à 3.4 M€ HT, acquisition foncière comprise.

En fonction de ses hypothèses, les orientations suivantes sont proposées :

- Des charges de structure inchangées à 2 500 000 € HT.
- Des Impôts et taxes liées à l'UVE inchangés à 472 000 € HT.

- Une redevance de traitement des résidus ménagers à l'UVE portée de 99.5 à 100.5 € HT la tonne (+1€ de TGAP), appliquée, par prudence budgétaire, aux tonnages 2024 pour le calcul des 12^{ème}, même si la tendance reste à la diminution des quantités traitées ; l'éventuel trop perçu des 12^{ème} sera ré ajusté en année N+1.

Ainsi, en faisant des hypothèses prudentes sur l'évolution des recettes d'intéressement de l'UVE d'une part, en intégrant une diminution progressive des tonnages d'OMR à traiter (avec la montée en charge à partir de 2025 des biodéchets collectés séparément), et donc des recettes d'autofinancement d'autre part, enfin en considérant un prix stable du coût de traitement des OMR (hors TGAP) en 2026, une projection sur la période 2023 – 2026 des recettes dégagées par la facturation des OMR porte à plus de 20.5 M€ le montant des dépenses pouvant être autofinancées. Ces dépenses comprennent les PAV de collecte sélective, les composteurs, la mise aux normes de l'UVE et les investissements sur les quais de transfert, ainsi que les bas de quai de déchèteries.

La partie dite « accessoire » de ces dépenses, pour reprendre le terme des nouveaux statuts du Syndicat en cours de validation et qui correspondent aux dépenses de création des PAV de collecte sélective, de mise à disposition de solutions de compostage et de communication indissociable des actions de sensibilisation au tri des emballages, représente 9 M€ de ces 20.5 M€ sur 4 ans. Elle fait l'objet d'une vérification annuelle d'une répartition cohérente avec l'effort contributif de chaque adhérent à leur financement au travers de la facturation du traitement des OMR.

L'observation de cette répartition sur les 2 dernières années conduit à renforcer en 2025 l'investissement sur la Métropole de Toulon, avec une enveloppe de plus de 1.2 M€ de projets nouveaux d'implantations de PAV de collecte sélective sur une enveloppe totale de 1.6 M€ HT

- Des charges liées à la gestion des quais de transfert et des transports associés stables pour l'aire toulonnaise, en légère diminution pour la CCGST du fait d'une révision des tonnages à la baisse par rapport au BP 2024 (de 36 000 à 34 000 tonnes).

Pour la CCMPM, le montant des dépenses prévisionnelles d'exploitation des quais de transfert de Manjastre et Roumagayrol diminuera légèrement du fait de la diminution du coût de la mise en balles (fonctionnement en année pleine de la presse à balles du SITTOMAT et droit d'usage à percevoir auprès de l'exploitant pour la mise à disposition de l'équipement en dehors des périodes d'utilisation pour le SITTOMAT).

- Concernant l'Installation de stockage de déchets inertes de Manjastre, son exploitation coûte sensiblement plus cher que les recettes liées aux dépôts réalisés ; la compensation par la CCMPM du déséquilibre des comptes de l'ISDI est estimée à 85 000 € pour 2025. Une ré évaluation des tarifs de dépôts ; intégrant notamment une modulation en fonction de la qualité des déchets réceptionnés (triés, non triés ou « sales ») permettrait d'équilibrer la gestion de l'installation tout en augmentant le taux de recyclage des matières déposées.
- Des tonnages de déchèteries identiques en 202 par rapport à 2024, mais des coûts sensiblement revus à la baisse du fait du double impact de la REP PMCB : opérationnel, avec des coûts évités estimés à près d'1M€ (prise en charge directe par l'éco-organisme de l'évacuation et du traitement des déchets de bois et de plâtre, voire des plastiques et matières isolantes pour certaines déchèteries) ; financier, avec des soutiens par déchèterie et pour la compensation de la prise par la Collectivité des gravats, estimés à plus d'1 M€, soit un total d'environ 2 M€ qui seront soit économisés, soit reversés aux adhérents par le Syndicat.

Par ailleurs, un rattrapage des versements des soutiens financiers dus par Eco Maison au titre de la collecte des déchets d'équipement d'ameublement sur la période 2021-2023 sera réalisé en 2025 et titré au bénéfice des adhérents du Syndicat, pour un montant total de plus de 1.1 M€.

- Des collectes sélectives en légère augmentation sur l'aire toulonnaise en lien avec l'amplification des efforts d'équipement des ménages (+3% en moyenne), en hausse modérée pour la CCGST (+2.5% sur les cartons et

+5% sur le multi matériaux), sauf sur le verre qui semble avoir atteint un maximum, en hausse plus marquée pour la CCMPM (+9% pour le verre, +7% pour les cartons, +14% pour le multi matériaux), en lien avec les investissements importants réalisés et à venir en matière de PAV CS.

Pour l'aire toulonnaise, le bilan de la collecte sélective 2024 anticipe un déficit à peu près comparable à l'exercice 2023, à 2.2 M€. Alors que les coûts unitaires des prestations de collecte et de tri se stabilisent, les recettes de commercialisation marquent toujours une tendance à la baisse. La stabilisation du bilan recettes-dépenses n'est due qu'à l'augmentation des tonnages qui permet d'augmenter les soutiens.

Malgré cela, le coût net de la collecte sélective ressort à 58,7 € la tonne contre 100,5 € HT pour les résidus ménagers.

En synthèse, sur le bilan de fonctionnement en 2025, les éléments suivants peuvent être retenus :

Le bilan des dépenses / recettes des adhérents vis-à-vis du SITTOMAT leur sera légèrement plus avantageux en 2025 qu'en 2024, exception faite de la CCMPM qui a bénéficié en 2024 d'un fort ré ajustement OMR et péréquation transport lié à un exercice 2023 non totalement maîtrisé au niveau des quantités à transporter et à traiter sur les 10 mois de 2023.

La prévision 2025 est ainsi marquée pour le SITTOMAT par :

- ⇒ Une légère baisse des recettes par rapport à 2024 (-1.6%) : poursuite de la diminution des OMR, prix de transport et traitement stables, diminution des recettes énergétiques de l'UVE, malgré la hausse des recettes liées à la REP PMCB en déchèterie
- ⇒ Une augmentation sensible des dépenses (+4.6%) : en quasi-totalité liée au reversement des soutiens des éco-organismes opérant sur les déchèteries au titre des REP PMCB, mise en place en 2024, et DEA, pour laquelle un rattrapage s'opère en 2025 au titre des années 2021 à 2023.

Cela conduit à dégager en 2025 environ 4.7 M€ d'épargne de gestion pour une épargne brute à 3.5 M€ déduction faite des résultats financier et ré ajustements OM.

Sur la section d'investissement, la programmation pluriannuelle a été recalée pour tenir compte du décalage du calendrier

- du centre de tri des collectes sélectives (6 mois maximum en lien avec les délais de validation administratif et la découverte d'amiante) ;
- du projet de plate-forme de compostage des biodéchets dont le terrain n'est toujours pas identifié ;
- et d'un certain nombre de chantiers, pour certains déjà engagés qui feront l'objet de restes à réaliser (PAV CS, FOB UVE), pour d'autres à présent confirmés (quai de transfert Ouest Toulonnais, rachat des bennes de déchèteries).

D'autres « petites » opérations ont été ajoutées (compacteurs biodéchets, préconisations assurantielles UVE, étude génie civil UVE, reprise bassin de rétention La Môle, reprise sonorisation salle du Conseil, achat véhicule de service) et les travaux d'amélioration du quai de transfert de Manjastre vont pouvoir démarrer en 2025 (trémies supplémentaires et doublage pont bascule).

Cela porte à 27 M€ l'effort d'investissement pour 2025, dont environ 20 M€ pour le centre de tri.

En matière de gestion de la dette, le SITTOMAT a réalisé un premier emprunt avec La Poste de 2.15 M€ fin 2023 qui génère à partir de 2024 une annuité de remboursement de 160 k€. Un second emprunt de 24.5 M€ indexé sur le taux du livret A a été contracté fin 2024 avec la Banque des Territoires pour le financement du centre de tri. Sa phase de mobilisation de 3 ans permettra de ne commencer à rembourser le capital qu'en 2028, ce qui permettra de tuiler avec la diminution progressive de la contribution CS sur l'aire toulonnaise.

Un emprunt supplémentaire devra être mobilisé pour le financement de la plate-forme de compostage des biodéchets, projet estimé de 14 M€. Son montant sera fonction des subventions obtenues pour sa réalisation. Il est estimé aujourd'hui entre 8 et 9 M€ dans la prospective financière.

Selon cette même prospective financière, le taux d'endettement résultant de ces emprunts pourra être maintenu sous les 6 annuités de capacité de désendettement.

En conséquence, il vous est proposé de bien vouloir :

- 1- Adopter l'exposé qui précède.
- 2- Prendre acte de la tenue du Débat d'Orientations Budgétaires préalable au vote du budget primitif 2025.
- 3- Voter la présentation du Rapport d'Orientations Budgétaires 2025.

Monsieur Albert TANGUY
Secrétaire de séance

Monsieur Gilles VINCENT
Président du SITTO
Vice-Président de la Métropole TPM
Maire de Saint-Mandrier



**RAPPORT D'ORIENTATIONS
BUDGETAIRES
ANNEE 2025**

Table des matières

| | |
|--|----|
| 1. PREAMBULE | 1 |
| 2. Evolution de l'intercommunalité du SITTOMAT | 1 |
| 3. Evolution du contexte réglementaire & Actions du SITTOMAT..... | 2 |
| 4. Evolution des tonnages traités..... | 3 |
| 4.1. Evolution des résidus ménagers (OMR et refus de tri) | 3 |
| 4.2. Evolution des collectes sélectives..... | 5 |
| 4.3. Evolution des tonnages des déchèteries | 6 |
| 4.4. L'ISDI de Manjastre..... | 7 |
| 4.5. Evolution des tonnages de biodéchets..... | 7 |
| 4.6. Evolution des tonnages de DMA totaux..... | 8 |
| 5. Evolutions financières | 10 |
| 5.1. Contexte financier | 10 |
| 5.2. Fonctionnement : rétrospectives | 10 |
| 5.3. Fonctionnement : orientations budgétaires..... | 12 |
| 5.3.1. Les charges de structure | 13 |
| 5.3.2. Les impôts et taxes..... | 13 |
| 5.3.3. L'évolution du tarif de la redevance OM | 13 |
| 5.3.4. La répartition par adhérent du Syndicat des dépenses autofinancées par la redevance OM..... | 17 |
| 5.3.5. Les dépenses liées aux transports des déchets – quais de transfert et péréquation des transports..... | 19 |
| 5.3.6. La gestion de l'ISDI de Manjastre..... | 19 |
| 5.3.7. L'équilibre des dépenses liées à la collecte sélective. | 20 |
| 5.3.8. Les déchèteries | 22 |
| 5.3.9. Synthèse..... | 23 |
| 6. Orientations budgétaires en matière d'Investissement | 26 |
| 6.1. Le Plan pluriannuel d'investissement..... | 26 |
| 6.2. Gestion de la dette | 28 |

1. PREAMBULE

Conformément aux articles L.2312-1 et L.5211-36 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes de plus de 3500 habitants ainsi que les EPCI et syndicats mixtes comprenant au moins une commune de plus de 3500 habitants doivent tenir un débat d'orientations budgétaires (DOB) dans les deux mois précédant l'examen du Budget Primitif.

Ce débat s'appuie sur un rapport, le ROB, qui comprend :

- Les orientations budgétaires portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes en fonctionnement et en investissement
- Les engagements pluriannuels
- Les informations sur la structure et la gestion de la dette
- Les évolutions de la structure et des dépenses de personnels

Le débat est acté par une délibération spécifique.

2. Evolution de l'intercommunalité du SITTOMAT

Le Préfet du Var a, par arrêté en date du 24 février 2023, modifié les statuts du Syndicat pour tenir compte de l'élargissement de son périmètre à la Communauté de Communes Porte des Maures (CCMPM).

Le S.I.T.T.O.M.A.T. est, depuis le 1er mars 2023, composé de :

| | | 2024 | 2025 |
|--|-----------|--------------|--------------|
| - Métropole Toulon Provence Méditerranée (MTPM) | 12 villes | 444 634 hab. | 447 804 hab. |
| - Communauté de communes de la Vallée du Gapeau (CCVG) | 5 villes | 32 380 hab. | 32 578 hab. |
| - Communauté d'agglomération Sud Sainte Baume (CASSB) | 9 villes | 62 968 hab. | 64 093 hab. |
| - Communauté de communes Golfe Saint Tropez (CCGST) | 12 villes | 57 844 hab. | 57 409 hab. |
| - Communauté de communes Porte des Maures (CCMPM) | 6 villes | 45 871 hab. | 46 303 hab. |

Le S.I.T.T.O.M.A.T. représente une population de 648 187 habitants auxquels il conviendrait de rajouter 85 000 équivalents habitants au titre de la population touristique.

Les populations utilisées au présent Rapport d'Orientations Budgétaires sont celles issues des derniers recensements partiels pris en compte par CITEO.

Cela représente environ 4500 habitants supplémentaires sur le périmètre du SITTOMAT (+0.7%), soit une progression identique à l'année dernière.

Le S.I.T.T.O.M.A.T. représente près de 60% de la population du département du Var.

Le S.I.T.T.O.M.A.T. exerce la compétence transport et traitement des résidus ménagers et déchets issus de la collecte sélective, le bas de quai des déchetteries, ainsi que la collecte sélective en apport volontaire pour certains de ses membres dans le cadre de conventions qui ont été renouvelées en 2023.

Par ailleurs, le comité syndical a délibéré le 13 novembre 2024 pour proposer à ses adhérents une évolution de ses statuts visant, d'une part à étendre la nature des missions susceptibles d'être déléguées au SITTOMAT par ses adhérents à toutes les missions liées à la gestion des déchets ménagers et assimilés dès lors qu'elles conservent un caractère « accessoire » au regard des activités globales du Syndicat, et d'autre part à permettre la valorisation économique des biens du Syndicat et de prestations pour compte de tiers constituant le complément ou l'accessoire des missions de service public du SITTOMAT et justifiant d'un intérêt public.

3. Evolution du contexte réglementaire & Actions du SITTOMAT

Les objectifs fixés par les lois TECV (Transition Energétique pour la Croissance Verte) du 17 août 2015 et la loi AGECE (Anti Gaspillage et Economie Circulaire) du 10 février 2020 sont rappelés ci-dessous :

- 1- Réduction de 10% des ordures ménagère et assimilées (OMA) de 2010 à 2020
- 2- Réduction de 15% des déchets ménagers et assimilés (DMA = OMA + déchets occasionnels des déchèteries) entre 2010 et 2030, traduite dans le SRADDET par une réduction de 10% de la production des OMA entre 2015 et 2025
- 3- Valorisation énergétique d'au moins 70% des déchets ne pouvant faire l'objet d'une valorisation matière en 2035
- 4- Réduction des DMA en enfouissement à 10% des quantités produites en 2035
- 5- 55 % de valorisation matière et organique en 2020 et 65% en 2025

Par ailleurs, les adhérents du SITTOMAT ont l'obligation, depuis le 1^{er} janvier 2024, de proposer à leurs administrés des solutions pour leur permettre de trier leurs biodéchets.

Dans le cadre de ses compétences, le SITTOMAT a capacité à agir sur les objectifs 3 à 5.

Le choix fait par le Syndicat de la valorisation énergétique des résidus ménagers permet d'atteindre sans difficulté les objectifs 3 et 4.

Pour l'objectif 5 d'augmentation progressive de la valorisation matière et organique des déchets, le Syndicat a réalisé et poursuit les actions suivantes :

- ⇒ Mise en place de l'extension des consignes de tri des emballages plastiques le 1^{er} mars 2022 ;
- ⇒ Réalisation d'un centre de tri moderne des collectes sélectives sur la commune de La Farlède (mise en service industrielle prévue au 1^{er} semestre 2026) qui permettra notamment de simplifier le geste de tri sur l'aire toulonnaise par le passage au mode de collecte dit « multi matériaux » (1 seul bac jaune de tri) ;
- ⇒ Densification des colonnes d'apport volontaire pour la collecte sélective ; celle-ci est d'autant plus justifiée, en complément des collectes sélectives en porte à porte, et doit être ciblée en considération des résultats des caractérisations OMR ré initiées fin 2024 / début 2025, dans l'attente de la campagne complémentaire d'été en 2025.
- ⇒ Sensibilisation au tri des biodéchets et mise à disposition de solutions de compostage individuel et semi-collectif ; près de 39 000 composteurs ont été distribués aux foyers du SITTOMAT entre fin 2022 et l'été 2024 et le Syndicat accompagne l'équipement en composteur collectif de ses adhérents auprès des résidences volontaires.
- ⇒ Recherche de solutions de traitement temporaires et surtout d'un site pour la réalisation d'une plateforme de compostage des biodéchets dont les adhérents du SITTOMAT vont développer à partir de 2025 la collecte séparée principalement en points d'apport volontaire ;
- ⇒ Accompagnement des adhérents dans la mise en place de solutions pour augmenter le taux de valorisation des déchets déposés en déchèteries et en diminuer le coût à la charge de la collectivité, au travers notamment de la mise en place des nouvelles filières REP (Responsabilité Elargie du Producteur) ; mise en place en 2024 de la REP PMCB (produits et matériaux de la construction et du bâtiment), Jeux Jouets et ABJ (articles de bricolage et de jardin).

4. Evolution des tonnages traités

4.1. Evolution des résidus ménagers (OMR et refus de tri)

| Résidus Ménagers (en tonnes) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 | Evolution 2023-2024 |
|---------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------------|------------------------|
| Omr MTPM | 169 923 | 172 539 | 167 637 | 156 578 | 153 754 | 153 754 | -1,80% |
| Omr CASSB | 30 084 | 31 324 | 30 499 | 28 704 | 28 309 | 28 309 | -1,37% |
| Omr CCVG | 12 368 | 12 354 | 11 824 | 11 282 | 11 286 | 11 286 | 0,03% |
| Omr CCGST | 31 726 | 35 537 | 37 500 | 33 461 | 34 138 | 34 000 | 2,02% |
| Omr CCMPM | | | | 15 917 | 20 496 | 22 500 | |
| OMR SITTOMAT | 244 101 | 251 754 | 247 460 | 245 942 | 247 984 | 249 850 | |
| Refus de tri SITTOMAT | 3 009 | 3 853 | 7 578 | 9 154 | 8 154 | 8 673 | -10,93% |
| Total Résidus Ménagers | 247 110 | 255 607 | 255 038 | 255 096 | 256 138 | 258 523 | |

Après un net recul des tonnages d'OMR sur l'aire toulonnaise en 2023 (MTPM -6.6%, CASSB -5.9%, CCVG -4.6%), l'année 2024 voit les tonnages OMR ne quasiment plus baisser (entre 0 et -2%).

Les adaptations temporaires des habitudes de consommation en lien avec le pouvoir d'achat dans un contexte marquée par de fortes variations de l'inflation économique expliquent sans doute une partie de ses évolutions. Pour la Métropole de Toulon, les diminutions observées (- 11 059 tonnes entre 2022 et 2023 et encore - 2 824 tonnes entre 2023 et 2024) trouvent également leur explication dans la mise en application de la nouvelle redevance spéciale.

Peut-être faut-il en outre y voir les effets de l'utilisation des composteurs individuels distribués en grande quantité en 2023 et 2024.

Sur la CCGST et la CCMPM, la production de déchets dépend beaucoup du dynamisme des périodes touristiques. Par ailleurs, la mise en balles constitue un « tampon » vis-à-vis des quantités traitées sur une année calendaire, avec des stocks en fin d'année qui dépendent de la capacité de l'UVE à reprendre les déchets mis en balles une fois la saison estivale terminée.

Pour la CCMPM, rappelons que 2023 ne compte que 10 mois (adhésion au SITTOMAT au 1^{er} mars 2023) et les balles d'OMR réalisées pendant l'été ne sont reprises qu'en fin d'année puis en janvier, février, voir mars de l'année suivante. La capacité de stockage de balles autorisée est plus importante sur le site de Roumagayrol à Pierrefeu-du-Var que sur le site de Maravéou à La Môle ; la prudence incite donc à reprendre d'abord les balles de la CCGST, puis celles de la CCMPM.

Pour 2025, nous prévoyons, pour un fonctionnement normal de l'UVE, d'incinérer une année pleine de la production de Porte des Maures.

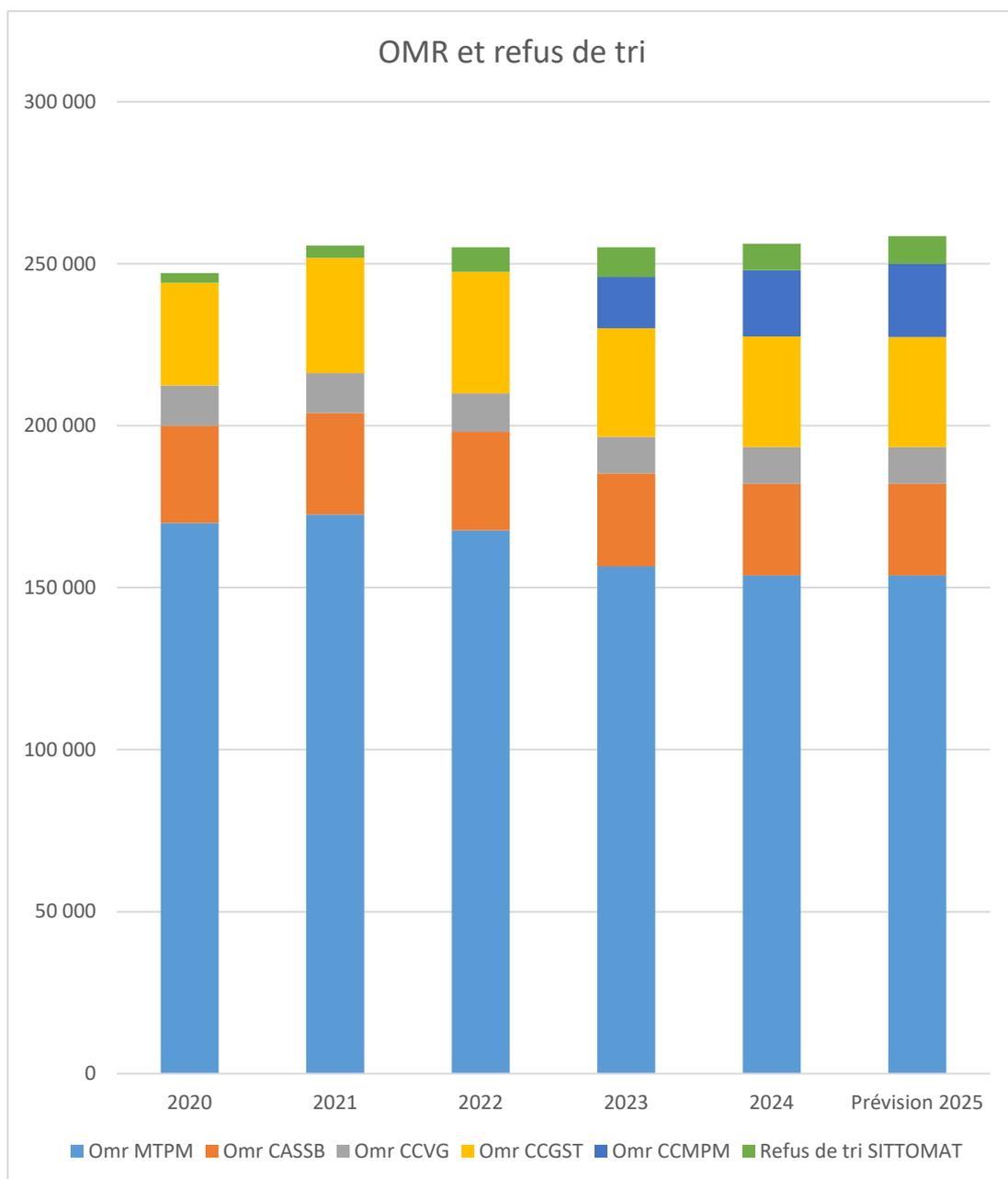
Concernant les refus de tri, la situation est plus contrastée :

- ⇒ Entre 2020 et 2022, leur augmentation est « artificielle » car les chiffres relatés sont les tonnages traités à l'UVE qui a commencé à prendre en charge les refus de tri de la CCGST à partir de 2021 ;
- ⇒ La forte augmentation de 2023 est liée d'une part à une forte augmentation des tonnes d'emballages plastiques sur l'aire toulonnaise en lien avec le passage aux extensions des consignes de tri, d'autre part à la hausse du taux de refus de tri des emballages et papiers sur le Golfe de Saint Tropez en lien avec l'augmentation des tonnes collectées, mais aussi l'accroissement d'indésirables révélés par les caractérisations et à la vétusté du centre de tri du Muy, enfin à l'entrée des refus de tri des collectes sélectives de Porte des Maures ;

⇒ En 2024, le taux de refus global est en net recul en raison principalement de la qualité des collectes sélectives de papiers et cartons sur l'aire toulonnaise ; le taux de refus est ainsi passé sur ce gisement de 15 % en moyenne à moins de 9% ; cela peut trouver une explication dans l'amélioration du geste de tri suite aux fortes campagnes de communication en 2023 et 2024 sur le tri des emballages plastique, rappelant les consignes de tri séparées entre les 2 bacs jaune et gris ; l'effet « retard » s'explique par la méthode de lissage du calcul des refus opéré par le centre de tri de La Seyne-sur-Mer (en 2024, les résultats des caractérisations sont moyennés avec ceux de 2023 pour permettre au centre de tri., qui gère également des apports de professionnels, d'avoir toujours de la matière à restituer).

Pour 2025, la prudence budgétaire nous conduit :

- à conserver sensiblement les mêmes tonnages d'OMR traités qu'en 2024, sauf pour la CCMPM qui traitera sur une année pleine ses résidus ménagers à l'UVE. ;
- à intégrer une hausse des refus de tri en proportion de la hausse envisagée des collectes sélectives.



4.2. Evolution des collectes sélectives

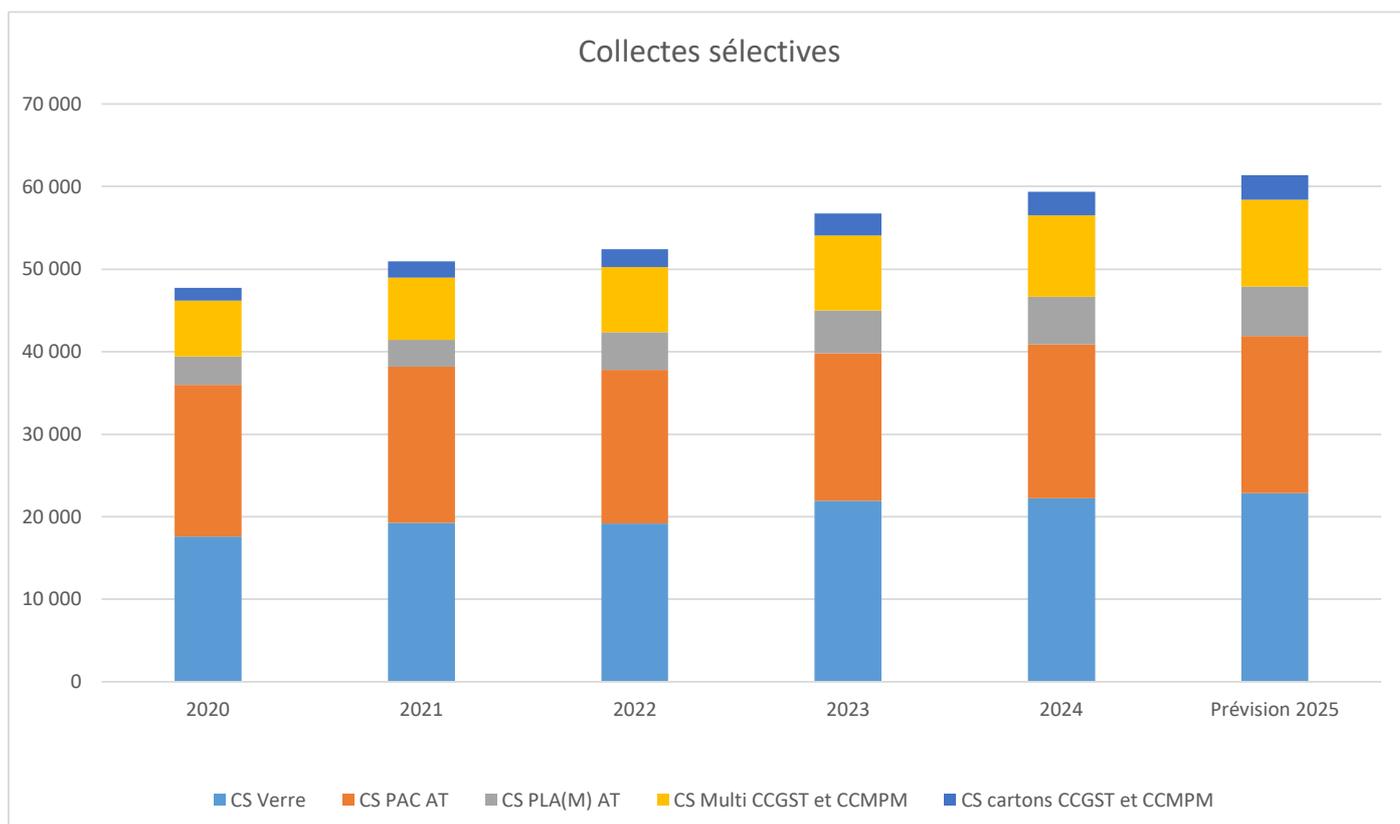
| Collectes sélectives (en tonnes) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 | Evolution 2023-2024 | Evolution 2024-2025 |
|-------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|-------------------|------------------------|------------------------|
| CS Verre | 17 605 | 19 281 | 19 173 | 21 931 | 22 260 | 22 880 | 1,50% | 2,79% |
| CS PAC AT | 18 371 | 18 905 | 18 627 | 17 860 | 18 610 | 19 041 | 4,20% | 2,32% |
| CS PLA(M) AT | 3 436 | 3 232 | 4 546 | 5 201 | 5 763 | 5 954 | 10,81% | 3,31% |
| CS Multi CCGST et CCMPM | 6 786 | 7 552 | 7 872 | 9 076 | 9 873 | 10 500 | 8,78% | 6,35% |
| CS cartons CCGST et CCMPM | 1 517 | 1 958 | 2 197 | 2 646 | 2 892 | 3 000 | 9,30% | 3,73% |
| Total CS SITTOMAT | 47 715 | 50 928 | 52 415 | 56 714 | 59 398 | 61 375 | 4,73% | 3,33% |

En 2024, le collecte du verre marque le pas sur l'ensemble du SITTOMAT à l'exception de Porte des Maures où elle gagne près de 10%.

Après une baisse de plus de 4% en 2023, la collecte des papiers cartons remonte en 2024 au niveau de 2022. L'augmentation des cartons reste soutenue à plus de 9 % pour les territoires de l'Est (CCGST et CCMPM).

Les emballages plastiques et métalliques ont augmenté de plus de 10 % par an en 2023 et 2024, ce qui prouve l'efficacité de nos campagnes de communication annuelles qui, au-delà du passage à l'extension des consignes de tri en 2022, entretiennent le geste de tri. L'ECT a ainsi permis d'augmenter en 3 ans de près de 80% les quantités d'emballages plastique et métalliques triés.

Les collectes multi matériaux de l'Est conservent une bonne dynamique en 2024, avec une croissance de près de 5% sur le Golfe de >Saint Tropez et supérieure à 10% sur Porte des Maures.



Les hypothèses d'évolution de la collecte sélective pour 2025 sont les suivantes :

- ⇒ Une hausse globale d'un peu moins de 3 %, avec 3% sur l'aire toulonnaise sur laquelle l'ambition est de continuer à densifier le parc de colonne d'apport volontaire, 9% sur Porte des Maures et une quasi stabilité sur le Golfe de Saint Tropez (comme en 2024) ;
- ⇒ Une hausse de 3% en moyenne sur l'aire toulonnaise pour les emballages ;
- ⇒ Une hausse du multi matériaux sur la CCMPM et la CCGST comparable à l'année écoulée ;
- ⇒ Hausse des cartons sur la CCMPM et la CCGST un peu plus modérée après les fortes hausses des années antérieures.

4.3. Evolution des tonnages des déchèteries

| SITTOMAT | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 | Evolution 2023-2024 |
|-------------|---------|---------|---------|---------|---------|----------------|---------------------|
| Déchèteries | 145 389 | 154 455 | 152 679 | 165 734 | 182 525 | 182 525 | 10,1% |

Après une diminution des dépôts en déchèteries en 2023, de 5 à 12% selon les territoires, sans doute en lien avec la baisse du pouvoir d'achat et de l'activité économique liée à l'inflation (ce que ne montre pas le tableau ci-dessus car cette baisse est compensée par les tonnages des déchèteries de Porte des Maures pris en compte pour la 1^{ère} année en 2023), les tonnages repartent à la hausse en 2024 avec des disparités :

Une relative stagnation des dépôts pour la CCVG et la CCGST.

A contrario, une augmentation assez marquée pour MTPM et surtout pour la CASSB, en raison de l'augmentation importante d'une part des déchets de bois et de mobilier (respectivement +18% pour MTPM et +31% pour CASSB), en grande partie réunis depuis la fin de l'été 2024 dans la benne bois multi REP PMCB+Mobilier, d'autre part des déchets verts (respectivement +11% et +7.5%). Il est encore trop tôt pour dire si cela est en relation avec la mise en place de la REP PMCB, car l'augmentation du gisement bois + mobilier est également observée sur la CCVG (+19%), mais pas sur la CCGST.

La part des encombrants poursuit globalement sa diminution du fait d'une meilleure utilisation de la benne « mobilier » et bois multi REP depuis la rentrée 2024 en particulier.

Pour 2025, l'hypothèse retenue est un maintien des dépôts à l'identique de 2024.

| MTPM | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 | Evolution 2023-2024 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|---------------------|
| Total | 73 767 | 77 447 | 76 481 | 74 363 | 77 105 | 77 105 | 3,7% |
| dont encombrants | 15 104 | 13 401 | 10 529 | 9 379 | 9 173 | 9 173 | -2,2% |

| CASSB | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 | Evolution 2023-2024 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|----------------|---------------------|
| Total | 24 336 | 25 507 | 24 275 | 21 670 | 22 983 | 22 983 | 6,1% |
| dont encombrants | 5 420 | 4 204 | 4 031 | 3 506 | 3 296 | 3 296 | -6,0% |

| CCVG | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 | Evolution 2023-2024 |
|------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------------------|------------------------|
| Total | 6 917 | 7 572 | 7 335 | 6 515 | 6 537 | 6 537 | 0,3% |
| dont encombrants | 2 865 | 2 176 | 1 974 | 1 838 | 1 651 | 1 651 | -10,1% |

| CCGST | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 | Evolution 2023-2024 |
|------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------|------------------------|
| Total | 40 369 | 43 929 | 44 588 | 37 862 | 37 461 | 37 461 | -1,1% |
| dont encombrants | 7 536 | 8 146 | 8 529 | 5 868 | 5 226 | 5 226 | -10,9% |

| CCMPM | 2023 | 2024 | Prévision 2025 |
|------------------|--------|--------|-------------------|
| Total | 25 324 | 38 440 | 38 440 |
| dont encombrants | 8 827 | 10 429 | 10 429 |

4.4. L'ISDI de Manjastre

L'ISDI de Manjastre fait partie des sites transférés lors de l'adhésion de la CCMPM au SITTOMAT. Ainsi, le Syndicat en assure l'exploitation dans la cadre d'un marché de prestations de service renouvelé en 2024.

Ce site recueille les terres et gravats des déchèteries de la CCMPM, mais également les apports des professionnels et des communes de l'EPCI. Les dépôts y sont payants selon une grille tarifaire voté par le Syndicat en décembre 2023. Les recettes sont encaissées par la CCMPM pour le compte du SITTOMAT dans le cadre d'une convention de mise à disposition de services.

En 2024, l'ISDI a réceptionné 39 612 tonnes de terres et gravats. 40 77 tonnes ont été recyclées.

4.5. Evolution des tonnages de biodéchets

Seule la CCGST a initié depuis 2019 des collectes séparées des biodéchets auprès des gros producteurs, passant de 75 tonnes en 2019 à 450 tonnes en 2024. Le déploiement progressif d'abris bacs sur l'espace public pour les biodéchets des foyers résidant en habitat collectif ou en centre-ville porte la prévision 2025 à 500 tonnes.

Le SITTOMAT met en place la logistique permettant le transport et la valorisation de ces biodéchets, pour l'instant au travers de marchés publics dont les dépenses sont refacturées à l'euro l'euro aux adhérents.

En 2025, les adhérents de l'aire toulonnaise vont démarrer des collectes séparées de biodéchets en apport volontaires au moyen d'abris bacs étanches, avec ou sans contrôle d'accès. La montée en charge progressive de ces collectes est évaluée à 600 tonnes pour 2025

Le Syndicat prévoit de s'équiper en bennes / compacteurs étanches permettant de massifier les déchets collectés en porte à porte auprès des gros producteurs ou en apport volontaire auprès des ménages, afin de les transporter, dans le cadre du marché de transport des bennes de déchèterie, vers des exutoires de traitement à désigner dans le cadre d'une procédure adaptée en cours de lancement.

Pour l'aire toulonnaise, le prestataire désigné après mise en concurrence pour composter les biodéchets en 2025 est la société VALSUD qui composte déjà à Signes les déchets verts de l'Ouest toulonnais. Des compacteurs seront adaptés et mis en place sur la déchèterie d'Evenos, la déchèterie de Toulon en attendant la mise en service en 2026 du quai de transfert de Lagoubran, et le quai de transfert de l'Almanarre à l'Est.

La CCMPM va engager en 2025 une expérimentation de mise en place d'abris bacs sur une dizaine de sites, avant de généraliser leur déploiement à partir de 2026.

Le Syndicat poursuit sa recherche de site(s) et les études pour mettre en place une filière indépendante de valorisation des biodéchets avec un objectif de déposer des dossiers de demandes de subvention pour la réalisation d'une ou plusieurs plates formes de traitement d'ici la fin 2025.

4.6. Evolution des tonnages de DMA totaux

| DMA (en tonnes) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 |
|------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------------|
| MTPM | 270 313 | 277 212 | 272 436 | 258 925 | 259 910 | 260 667 |
| CASSB | 60 174 | 62 957 | 61 050 | 56 557 | 57 727 | 57 923 |
| CCVG | 21 112 | 21 950 | 21 165 | 19 860 | 19 963 | 20 010 |
| CCGST | 85 716 | 95 213 | 98 269 | 88 605 | 89 263 | 89 661 |
| CCMPM | | | | 43 404 | 61 086 | 63 290 |
| SITTOMAT | 437 315 | 457 332 | 452 920 | 467 351 | 487 948 | 491 550 |
| DMA/hab | 751 | 782 | 769 | 731 | 758 | 758 |
| DMA/hab avec pop saisonnière | 668 | 695 | 684 | 656 | 670 | 670 |

Si l'on met à part l'année 2020 marquée par la pandémie COVID-19, les déchets ménagers et assimilés sont en diminution depuis 2019 dans l'aire toulonnaise, malgré une légère reprise en 2021, en sortie de la pandémie. L'année 2024 marque néanmoins une légère reprise avec proportionnellement moins d'OMR et un peu plus de dépôts en déchèterie. La CS reste stable alors qu'il convient de la faire progresser significativement.

En ce qui concerne le Golfe de Saint Tropez, l'année 2024 est très comparable à 2023.

Enfin, les chiffres de l'année complète 2024 pour la CCMPM attestent d'un impact touristique comparable à celui de la CASSB en OMR, avec une collecte sélective plus faible (sur les emballages hors verre) du fait d'un dispositif quasi exclusif de collecte en apport volontaire, et un tonnage déchèteries non comparable car intégrant les dépôts à l'ISDI de Manjastre comprenant de nombreux professionnels.

| DMA (en tonnes) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 |
|--------------------|---------|---------|---------|---------|---------|-------------------|
| MTPM | 270 313 | 277 212 | 272 436 | 258 925 | 259 910 | 260 667 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| OMR/hab | 392 | 397 | 382 | 353 | 346 | 343 |
| CS/hab | 61 | 63 | 65 | 63 | 65 | 67 |
| déchèteries/hab | 170 | 178 | 174 | 168 | 173 | 172 |
| DMA/hab | 624 | 637 | 621 | 584 | 585 | 582 |

| DMA (en tonnes) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------|
| CASSB | 60 174 | 62 957 | 61 050 | 56 557 | 57 727 | 57 923 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----|------|-----|-----|-----|-----|
| OMR/hab | 493 | 511 | 498 | 466 | 450 | 442 |
| CS/hab | 94 | 100 | 102 | 100 | 102 | 103 |
| déchèteries/hab | 398 | 416 | 396 | 352 | 365 | 359 |
| DMA/hab | 985 | 1028 | 996 | 918 | 917 | 904 |

| DMA (en tonnes) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------|
| CCVG | 21 112 | 21 950 | 21 165 | 19 860 | 19 963 | 20 010 |

| | | | | | | |
|-----------------|-----|-----|-----|-----|-----|-----|
| OMR/hab | 407 | 401 | 376 | 352 | 349 | 346 |
| CS/hab | 60 | 66 | 64 | 64 | 66 | 67 |
| déchèteries/hab | 227 | 246 | 233 | 203 | 202 | 201 |
| DMA/hab | 694 | 712 | 673 | 619 | 617 | 614 |

| DMA (en tonnes) | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | Prévision 2025 |
|--------------------|--------|--------|--------|--------|--------|-------------------|
| CCGST | 85 716 | 95 213 | 98 269 | 88 605 | 89 263 | 89 661 |

| | | | | | | |
|-----------------|------|------|------|------|------|------|
| OMR/hab | 552 | 618 | 652 | 584 | 590 | 592 |
| CS/hab | 91 | 105 | 100 | 120 | 119 | 120 |
| déchèteries/hab | 703 | 764 | 775 | 661 | 648 | 653 |
| DMA/hab | 1492 | 1656 | 1709 | 1547 | 1543 | 1562 |

| DMA (en tonnes) | 2024 | Prévision 2025 |
|--------------------|--------|-------------------|
| CCMPM | 61 086 | 63 290 |

| | | |
|-----------------|------|------|
| OMR/hab | 447 | 486 |
| CS/hab | 47 | 51 |
| déchèteries/hab | 838 | 830 |
| DMA/hab | 1332 | 1367 |

5. Evolutions financières

5.1. Contexte financier

L'hypothèse de croissance de l'économie française est de +1,2% en 2025, pour une prévision de clôture 2024 à +1.1%, ce qui correspond à une quasi-stagnation de l'économie.

Après une inflation de plus de 8% en France en 2022, près de 6% en 2023, le taux moyen 2024 s'établit à 2.5% et la prévision 2025 à 1.5%.

Ce ralentissement de l'inflation a entraîné une baisse des taux d'emprunt long terme, malgré les aléas structurels (conflits, enjeux climatiques). Cela a permis au SITTOMAT de signer fin 2024 avec la Banque des Territoires un emprunt de 24,5 M€ à un taux variable égal au taux du livret A augmenté de 0.4% pour le financement du centre de tri de La Farlède. Avec la décision de l'Etat de baisser, au 1^{er} février 2025, à 2.4% le taux du livret A, cela revient à emprunter à 2.8% pour les sommes qui seront mobilisées à partir de 2025.

Le budget de l'Etat en 2025 sera un budget de rigueur qui mettra à forte contribution les équilibres budgétaires des EPCI adhérents au Syndicat.

En ce qui concerne le SITTOMAT, ce contexte conduit à retenir en matière de prospective une évolution pour 2025 comprises entre 0 et +2% des prix selon les prestations concernées.

Par ailleurs, l'augmentation de la TGAP incinération de +1 € la tonne au 1^{er} janvier 2025 doit être considérée. Elle porte la TGAP à 15 € la tonne incinérée quant celle de l'enfouissement grimpe à 65 €. L'évolution de la TGAP pour les prochaines années n'est à ce jour pas connue même si l'Etat est tenté de la moduler en fonction des performances de tri des déchets (le cahier des charges des éco-organismes en charge de la gestion des emballages et papiers ménagers prévoit de proposer aux collectivités une caractérisation annuelle de leurs OMR).

5.2. Fonctionnement : rétrospectives

La rétrospective financière du fonctionnement sur les 5 dernières années s'établit comme suit :

En dépenses, celles-ci augmentent globalement depuis 2021 du fait principalement :

- D'une forte inflation au cours des années 2021 à 2023 qui s'est répercutée sur les prix des prestations au travers de l'application des formules de révision économique ou à l'occasion des renouvellements de marchés : en moyenne, les prix des marchés ont augmenté mécaniquement d'environ 10% depuis 2021 ; concernant la DSP Zéphire, le prix facturé par le délégataire a augmenté de 10,64 € entre 2021 et 2023.
- De la hausse de la TGAP qui est passée de 3 à 14 € la tonne d'OMR incinérée entre 2020 et 2024.
- De la mise en œuvre du BREF incinération sur l'UVE.
- De l'intégration de Méditerranée Porte des Maures au 1^{er} mars 2023.

Sur 2024, la hausse par rapport à 2023 concerne plus particulièrement,

- Le transport des emballages plastique de l'aire toulonnaise, dont les quantités ont de surcroît augmenté de 24.5% entre 2023 et 2024 : celui-ci s'effectue en vrac depuis La Seyne-sur-Mer pour l'Ouest Toulonnais ou via une mise en balles à Brignoles pour l'Est Toulonnais, depuis la cessation d'activité d'Ecorecept qui mettait en balles les emballages sur l'aire toulonnaise (+0.8 M€) ;

- Les dépenses relatives aux déchèteries dont les tonnages ont augmenté d'environ 4 à 6% entre 2023 et 2024 sur La Métropole de Toulon et la CASSB, mais aussi dont les coûts de traitement de certains déchets (encombrants et balayures) ont connu une hausse significative depuis la liquidation judiciaire de la société Ecorecept. Ces effets se répercutent en 2024 sur une année pleine, à peine compensés par le démarrage de la REP opérationnelle PMCB en septembre / octobre 2024.

En recettes,

- La contribution financière annuelle a été augmentée en 2024 pour tenir compte de l'extension du périmètre syndical (+7.8%)
- La redevance OM a été augmentée pour tenir compte des hausses liées aux révisions de prix, de la TGAP et de la mise en œuvre du BREF, passant de 82.5 € en 2021 à 99.5 € par tonne en 2024.
- La contribution d'équilibre des dépenses et recettes de la collecte sélective sur l'aire toulonnaise a été titrée pour la 1^{ère} année en 2024 pour un montant de 2.06 M€ sur la base des résultats de l'exercice 2023 ; elle a été appelée en même temps que les ré ajustements des 12^{ème} OMR et de la péréquation des transports, lesquels se sont élevés pour 2023 à 2,69 M€ du fait de la baisse sensible de la production des OMR sur l'aire toulonnaise en 2023 et d'une estimation trop forte dans la BP 2023 des tonnages prévisionnels de la CCGST et de la CCMPM traités à l'UVE durant l'exercice 2023.
- Les recettes de commercialisation des produits recyclés issus des collectes sélectives de l'aire toulonnaise sont retombées en 2023 à des niveaux à peine plus élevés qu'en 2019, après les hausses spectaculaires des coûts de reprise en 2021 et surtout 2022. Elles ont un peu progressé en 2024 du fait d'une légère augmentation des quantités collectées malgré un niveau des prix de reprise comparables à 2023. Par contre les soutiens de CITEO marquent en 2024 une hausse sensible en lien avec la révision des tarifs des soutiens à la tonne triée (pour tenir compte de l'inflation) et l'augmentation des collectes d'emballages plastique.
- L'année 2023 a été marquée par des recettes de ventes d'énergie par Zéphire encore plus importantes qu'en 2022 du fait d'une très bonne année en terme de disponibilité et d'utilisation des équipements de production d'énergie, et ce malgré une diminution des prix de vente de l'énergie (lesquels demeurent toutefois plus élevés qu'en 2021) : l'intéressement du SITTOMAT, tel que prévu dans la convention de DSP, passe ainsi de 2.20 M€ en 2023 au titre des recettes 2022, à 3,67 M€ en 2024 au titre des recettes 2023.

| Comptes administratifs | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | Pré CA 2024 | Commentaires |
|--|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|--|
| RECETTES de fonctionnement | | | | | | |
| Contribution financière annuelle (74 741) | 2 320 000 € | 2 320 000 € | 2 320 000 € | 2 320 000 € | 2 500 000 € | |
| Impôts et taxes (74 741) | 580 000 € | 586 000 € | 472 000 € | 472 000 € | 472 000 € | |
| Péréquation transports (74 8388) | 2 352 000 € | 2 278 000 € | 2 443 000 € | 4 073 000 € | 3 665 000 € | Intégration Porte des Maures en 2023 Basculement recettes ISDI Manjastre en 706888 en 2024 |
| Redevance OM Remboursement CS Golfe et Porte des Maures Remboursement déchèteries (70 611) | 33 234 000 € | 34 871 000 € | 38 657 000 € | 43 977 000 € | 47 742 000 € | Intégration Porte des Maures en 2023 Equilibre compte CS aire toulonnaise 2023 en 2024 |
| Commercialisation matière Soutiens éco-organismes (70 388, 70 6888 et 74 888) | 6 082 000 € | 8 119 000 € | 8 549 000 € | 7 366 000 € | 8 545 000 € | Recettes ferrailles déchèteries sorties des factures à partir de 2021 Hausse soutiens CITEO en 2024 + intégration recettes ISDI Manjastre |
| Autres recettes de fonctionnement (75) | 494 000 € | 438 000 € | 656 000 € | 3 731 000 € | 4 888 000 € | dont intéressement UVE 2,2 M€ en 2023 et 3,7 M€ en 2024 |
| Total recettes de gestion courante | 45 062 000 € | 48 612 000 € | 54 399 000 € | 61 939 000 € | 67 812 000 € | |
| DEPENSES de fonctionnement | | | | | | |
| Contrats de prestations de service (011 611) | 37 271 000 € | 39 198 000 € | 42 652 000 € | 49 347 000 € | 52 248 000 € | |
| Autres charges à caractère général (011) | 2 394 000 € | 3 385 000 € | 3 471 000 € | 4 157 000 € | 4 816 000 € | dont TGAP |
| Charges de personnel (012) | 759 000 € | 745 000 € | 686 000 € | 723 000 € | 860 000 € | dont recrutements 2023 et 2024 |
| Autres charges de gestion courante (65) | 443 000 € | 1 339 000 € | 1 801 000 € | 1 294 000 € | 1 300 000 € | Reversement recettes ferrailles déchèteries à partir de 2021 |
| Total dépenses de fonctionnement | 40 867 000 € | 44 667 000 € | 48 610 000 € | 55 521 000 € | 59 224 000 € | |
| Epargne de gestion | 4 195 000 € | 3 945 000 € | 5 789 000 € | 6 418 000 € | 8 588 000 € | |
| Résultat financier et exceptionnel | -1 347 000 € | -861 000 € | 10 000 € | -662 000 € | -2 691 000 € | Réajustement OM |
| Epargne brute | 2 848 000 € | 3 084 000 € | 5 799 000 € | 5 756 000 € | 5 897 000 € | |

5.3. Fonctionnement : orientations budgétaires

Les équilibres budgétaires 2025 dépendent :

- ⇒ D'un contexte de quasi-stagnation de l'économie et des prix (cf. point 5.1 ci-avant),
- ⇒ De la poursuite de la baisse des prix de reprises des matières recyclées qu'il convient de compenser par une augmentation des tonnages de collecte sélective,
- ⇒ De la fiscalité avec la hausse de la TGAP incinération de 1€ en 2025, celle-ci s'établissant à 15€/t_{one},
- ⇒ Des choix sur l'autofinancement pour les investissements concernant l'UVE et les quais de transfert d'une part, et le recours à l'emprunt pour les projets structurants d'autre part :
 - Le centre de tri des collectes sélectives : d'un coût global d'environ 36.5 M€, subventions déduites, autofinancé à hauteur de 12 M€ par l'excédent cumulé des exercices antérieurs et un emprunt de 24,5 M€ signé avec la banque des territoires fin 2024,
 - Le centre de valorisation des bio déchets estimé à 14 M€, pour lequel des subventions et emprunts devront être recherchés.
- ⇒ L'équilibre des « comptes collectes sélectives » pour les EPCI de l'aire toulonnaise, nécessaire au maintien de la capacité d'investissement du Syndicat.

5.3.1. Les charges de structure

Les charges de structure se composent

- des charges à caractère général (011) diminuées des dépenses liées aux contrats de prestations de services pour le transport et le traitement des OMR (article 611) et aux taxes et impôts (63512, 63513 et 637 pour la TGAP) ;
- des charges de personnel (012) ;
- des charges de gestion courante (65) diminuées du reversement des recettes issues des déchèteries (6558), lesquelles font l'objet de recettes spécifiques affectées (contributions financières des adhérents et recettes perçues).

Après une augmentation en 2024 sous l'effet principalement de l'augmentation des primes d'assurances et de la masse salariale (recrutement d'un assistant administratif et d'un chargé de mission performances et commande publique), les charges de structure se stabilisent en 2025

La contribution financière annuelle versée par les adhérents suffit à couvrir les charges de structure. Elle ne sera pas réévaluée et s'établira pour 2025 à 2 500 000 € HT.

5.3.2. Les impôts et taxes

Celles-ci sont liées à l'UVE Zéphire et depuis 2024 au terrain du futur centre de tri de La Farlède.

En 2024, les taxes foncières ont été appelées à hauteur de 168 k€ HT (dont 21 k€ pour le terrain de La Farlède). Un rattrapage des CET non présentées par le délégataire de l'UVE pour les années 2021 à 2023 a été effectué en 2024 pour un montant de 448 k€ HT.

La contribution financière au titre du CET et de l'impôt foncier sera maintenue en 2024 à 472 000 € HT.

5.3.3. L'évolution du tarif de la redevance OM

Celle-ci est fixée en fonction :

- Du prix facturé par Zéphire pour le traitement des OMR et des refus de tri de la collecte sélective ;
- Du prix facturé pour le transport et le traitement des résidus de fumées d'incinération (REFIOM) ;
- Des redevances et surtout de l'intéressement versés par Zéphire qui permettent d'abonder l'autofinancement du Syndicat ;
- De la nécessité enfin pour le syndicat de dégager des recettes suffisantes pour autofinancer a minima les dépenses liées, conformément aux conventions conclues entre le Syndicat et ses adhérents à l'été 2023 relatives à la gestion des collectes sélectives et l'optimisation de la valorisation matière et organique des déchets,
 - à l'achat et à la mise en place des colonnes d'apport volontaire de tri sélectif (PAV CS),
 - à l'achat et à la distribution des composteurs individuels et lombricomposteurs, à l'achat, la mise en place et au suivi des composteurs partagés, aux campagnes et actions de communication accompagnant la promotion du compostage des déchets,

- à l'ensemble des opérations de travaux nécessaires à la mise aux normes et l'amélioration des installations et équipements du Syndicat (UVE, quais de transfert).

Les recettes d'intéressement prévu dans la DSP de l'UVE connaissent depuis 2022 un niveau important du fait de l'augmentation des tarifs de l'énergie. Elles comprennent également les droits d'usage versés par le délégataire au Syndicat pour chaque tonne tiers traitée à l'UVE au-delà des 5000 tonnes consacrées aux DASRI (droit d'usage 2024 = 57 €/tonne tiers réceptionnée). Alors que l'intéressement ne représentait que quelques centaines de milliers d'euros jusqu'en 2021, il est passé de 2.6 M€ en 2023 (au titre de l'année 2022), à 4.2 M€ en 2024. Pour 2025, l'atterrissage des comptes 2024 de Zéphire permet d'envisager une recette à hauteur de 3.1 M€, les prix de revente de l'électricité sur le marché libre ayant sensiblement baissés.

Pour 2026, toutes choses égales par ailleurs, la prospective des professionnels de l'énergie table sur une baisse modérée des tarifs de l'électricité en 2025, qui permettrait malgré tout de garantir un intéressement autour de 2.7 M€.

L'observation de l'évolution de l'autofinancement du Syndicat en lien avec la facturation du traitement des OMR et refus de tri des collectes sélectives **sur la période 2023 – 2026 (cf. tableaux ci-après)** met en perspective un autofinancement cumulé prévisionnel de 20.7 M€ HT qui permet d'envisager de financer, **sans recours à l'emprunt et sans augmenter davantage la redevance OMR sinon de la hausse de la TGAP**, l'ensemble des dépenses relatives à :

- L'achat et la mise en place de PAV CS pour un montant sur quatre ans de 5,3 M€ HT, dont 1.8 M€ prévu en 2025 ; un effort important est proposé pour renforcer le maillage des équipements des tri sur le terrain, étant donné les résultats peu probants des récentes caractérisations d'OMR, en particulier sur la Métropole de Toulon ;
- La prévention, dont principalement l'achat et la distribution de composteurs individuels, et de manière plus accessoire, la mise à disposition de lombricomposteurs et la mise en place de composteurs partagés : 3.1 M€ HT, dont 200 000 € d'enveloppen 2025 et 2026 tenant compte de la fin en 2024 des campagnes de distribution de composteurs individuels ;
- L'accompagnement ciblée au changement de comportement, en particulier sur le tri des déchets, dispositif expérimental que le Syndicat propose à ses adhérents de déployer à concurrence de 5000 foyers ciblés par an à partir de 2025 : 120 000 € HT par an, plus 40 000 € de formation des accompagnant la 1^{ère} année ;
- La caractérisation des OMR hiver et été 2024/2025 pour 280 000 € HT ;
- L'investissement concernant la mise aux normes et l'amélioration de l'UVE : plus de 3.5 M€ HT dont près de 2.3 M€ au titre du BREF sur la période 2023-2026 ;
- L'ensemble des travaux concernant les quais de transfert pour un montant de 5.2 M€ HT

L'importance des recettes d'intéressement dégagées permet d'autofinancer la création du nouveau quai de transfert de l'Ouest Toulonnais sur le quartier de Lagoubran, acquisition foncière comprise : 3,4 M€ HT, dont 450 000 € d'achat de terrain ;

- La démolition des bâtiments du terrain du centre de tri des collectes sélectives à La Farlède pour 450 000 € ; cet autofinancement complète celui issues excédents antérieurs du Syndicat qui a permis l'achat du terrain et le démarrage de l'opération, limitant le besoin de recours à l'emprunt à 24,5 M€ pour une opération à 36.5 M€, subventions déduites.

- L'achat des bennes, compacteurs, panneaux et armoires des déchèteries pour près de 2.6 M€ HT comprenant le rachat à leur valeur nette comptable de l'ensemble des bennes des déchèteries de l'aire toulonnaise pour un montant de 1.76 M€ HT, ainsi que 3 compacteurs à biodéchets pour le démarrage des collectes séparées des biodéchets par les adhérents du SITTOMAT.

| Dépenses HT 2023-2026 hors centre de tri | |
|--|------------------------|
| PAV CS | 5 333 425,42 € |
| Prévention | 3 110 337,48 € |
| Changement de comportement (GD6D) | 280 000,00 € |
| Caractérisations OMR | 280 000,00 € |
| UVE | 3 576 716,46 € |
| <i>dont BREF (en amortissement)</i> | <i>2 271 716,46 €</i> |
| Démol La Farlède | 450 000,00 € |
| QT Solliès | 840 000,00 € |
| QT Almanarre | 60 000,00 € |
| QT Manjastre | 805 000,00 € |
| QT Lagoubran | 3 400 000,00 € |
| Achat bennes et compacteurs | 2 563 813,00 € |
| TOTAL dépenses | 20 699 292,36 € |

Fort des importantes recettes d'intéressement perçus depuis 2023, le tarif de traitement des OMR et refus de tri de la collecte sélective sera seulement augmenté de la hausse de la TGAP (+1€)

Il passe donc en 2025 à 100,50 € HT par tonne.

Montant et utilisation de l'autofinancement

| Réalisé 2023 | | | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Coût HT/t | | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | | | |
| 76,87 € | 8,57 € | 94,50 € | | 15,47 € |
| 20 559 158,15 € | 2 149 000,00 € | 24 356 902,50 € | 2 632 618,00 € | 4 281 362,35 € |

| | | |
|--|------------------------|----------------|
| | Dt PAV | 719 001,42 € |
| | Dt Prévention | 1 519 792,38 € |
| | Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 569 616,45 € |
| | Dt démol La Farlède | reporté à 2024 |
| | Dt rénov QT Solliès | reporté à 2024 |
| | solde | 1 472 952,10 € |

| Réalisé 2024 | | | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Coût HT/t | | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | | | |
| 81,71 € | 7,66 € | 99,50 € | | 26,67 € |
| 20 929 000,00 € | 1 963 096,00 € | 25 485 631,50 € | 4 238 248,00 € | 6 831 783,50 € |

| | | |
|--|---|----------------|
| | Dt PAV | 1 529 424,00 € |
| | Dt Prévention | 1 190 545,10 € |
| | Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 566 062,77 € |
| | Dt FOB 35 UVE | reporté à 2025 |
| | Dt OTNOC UVE | 300 000,00 € |
| | Dt démol La Farlède | 450 000,00 € |
| | Dt rénov QT Solliès | 840 000,00 € |
| | Dt achat bennes (rachat Ecorecept reporté à 2025) | 123 813,00 € |
| | solde | 1 831 938,63 € |

| Prévisionnel 2025 | | | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Coût HT/t | | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | | | |
| 83,82 € | 9,31 € | 100,50 € | | 19,39 € |
| 21 669 369,00 € | 2 405 884,00 € | 25 981 461,00 € | 3 107 518,00 € | 5 013 726,00 € |

| | | |
|--|--------------------------------------|-----------------|
| | Dt PAV | 1 785 000,00 € |
| | Dt Prévention | 200 000,00 € |
| | Dt changement de comportement (GD6D) | 160 000,00 € |
| | Dt caractérisation OMR | 280 000,00 € |
| | Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 571 333,62 € |
| | Dt FOB 35v2 | 225 000,00 € |
| | Dt FOB 36,37,38 UVE | 195 000,00 € |
| | Dt ISO 50001 UVE | 200 000,00 € |
| | Dt QT Almanarre | 60 000,00 € |
| | Dt QT Manjastre | 805 000,00 € |
| | Dt QT Lagoubran | 850 000,00 € |
| | Dt achat bennes et compacteurs | 2 200 000,00 € |
| | solde | -2 517 607,62 € |

| Prévisionnel 2026 | | | | |
|------------------------|-----------------------|------------------------|-------------------------------------|--------------------------|
| Coût HT/t | | 1/12ème perçus | Autres recettes dt Intéressement | Part Auto financement |
| UVE (dont TGAP) | REFIOM | | | |
| 84,03 € | 9,42 € | 100,50 € | | 17,79 € |
| 21 472 589,00 € | 2 405 884,00 € | 25 679 961,00 € | 2 743 200,00 € | 4 544 688,00 € |

| | | |
|--|--------------------------------------|----------------|
| | Dt PAV | 1 300 000,00 € |
| | Dt Prévention | 200 000,00 € |
| | Dt changement de comportement (GD6D) | 120 000,00 € |
| | Dt BREF UVE (2,21 €/T) | 564 703,62 € |
| | Dt FOB 35v2 | 225 000,00 € |
| | Dt FOB 36,37,38 UVE | 160 000,00 € |
| | Dt QT Lagoubran | 2 550 000,00 € |
| | Dt achat bennes et compacteurs | 240 000,00 € |
| | solde | -815 015,62 € |

| | | |
|--|------------------------------------|------------------------|
| | Autofinancement 23-24-25-26 | 20 671 559,85 € |
| | Dépenses 23-24-25-26 | 20 699 292,36 € |
| | solde 23-24-25-26 | -27 732,51 € |

5.3.4. La répartition par adhérent du Syndicat des dépenses autofinancées par la redevance OM

En dehors des dépenses qui participent de la création ou de l'amélioration des outils communs à l'ensemble des adhérents (UVE, centre de tri, quais de transfert), les dépenses autofinancées se doivent d'être proches de la contribution que chaque adhérent verse au Syndicat au travers de la redevance OM.

Ces dépenses sont considérées comme « accessoires » dans le projet de statuts modifiés du SITTOMAT votés fin 2024, même si elles sont estimées à 9 M€ sur la période 2023-2026. Elles concernent les achats et pose de PAV de collecte sélective, les achats, distribution et installation de composteurs individuels et collectifs, la partie des dépenses de communication ne relevant pas strictement de la sensibilisation au tri des déchets (campagne de promotion du compostage, ainsi qu'une part du discours des ambassadeurs du tri portant sur la prévention des déchets estimée à 20%).

En 2024, la répartition de ces dépenses autofinancées montre que la CCVG a sollicité le Syndicat au-delà de sa contribution (11.25% des dépenses totales pour une contribution de 4.51%), en particulier pour l'installation de PAV CS, ceci au détriment de MTPM qui n'a proportionnellement que peu demandé de PAV CS. Ainsi MTPM a bénéficié de 53.2% des dépenses autofinancées pour une contribution de près de 61.2%.

Répartition des dépenses d'investissement et de fonctionnement autofinancées par EPCI

| Attérissement 2024 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | CCGST | | CCMPM | | TOTAL |
|-----------------------------|---------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|--------|---------|---------|
| | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | en € HT |
| en tonnes d'OMR et refus CS | 156 737 | | 28 891 | | 11 541 | | 38 019 | | 20 949 | | 256 137 |

| 2024 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | CCGST | | CCMPM | | TOTAL |
|---|--------|--------------|--------|--------------|--------|--------------|--------|--------------|--------|--------------|----------------|
| | nombre | en € HT | en € HT |
| Composteurs individuels achat | 8600 | 490 458,00 € | 506 | 28 857,18 € | 2041 | 116 398,23 € | 2469 | 140 807,07 € | 2273 | 129 629,19 € | 906 149,67 € |
| Composteurs individuels distribution | 8500 | 50 541,00 € | | | 1777 | 10 388,34 € | 2187 | 12 785,20 € | 1787 | 10 446,80 € | 84 161,34 € |
| Composteurs collectifs achat | 14 | 16 534,00 € | 1 | 1 181,00 € | | | 9 | 10 806,00 € | | | 28 521,00 € |
| Composteurs collectifs suivi & visites | 20 | 24 212,00 € | 4 | 660,00 € | | | | | 1 | 120 | 24 992,00 € |
| Lombricomposteurs | 251 | 23 631,00 € | 40 | 3 199,00 € | 8 | 640,00 € | 1 | 79,97 € | 6 | 479,92 | 28 029,89 € |
| Communication Prévention - campagne | 20 | 14 011,80 € | 11 | 1 987,80 € | 16 | 1 969,00 € | 11 | 368,8 | 9 | 112,8 | 18 450,20 € |
| Communication Prévention - ADT | 431 | 69 620,00 € | 76 | 14 441,00 € | 24 | 5 211,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 89 272,00 € |
| Communication Prévention & déchèterie Web Com. Manag. | 7 | 9 055,00 € | 7 | 1 259,00 € | 7 | 655,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 10 969,00 € |
| PAV - fourniture Aérienne | 67 | 144 000,00 € | 4 | 10 800,00 € | 7 | 15 400,00 € | | | | | 170 200,00 € |
| PAV - fourniture et pose (ENT et SE) | 54 | 567 171,07 € | 31 | 246 815,33 € | 16 | 147 273,65 € | 24 | 193 219,61 € | 14 | 133 891,15 € | 1 288 370,81 € |

| | | | | | | | | | | | |
|-------------------|-----------------------|---------------------|---------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|--|--|--|--|--|
| | | | | | | | | | | | |
| Total 2024 | 1 409 233,87 € | 309 200,31 € | 297 935,22 € | 358 066,65 € | 274 679,86 € | 2 649 115,91 € | | | | | |
| en % réel | 53,20% | 11,67% | 11,25% | 13,52% | 10,37% | 100,00% | | | | | |
| en % théorique | 61,19% | 11,28% | 4,51% | 14,84% | 8,18% | 100,00% | | | | | |
| | 1 621 064,04 € | 298 807,31 € | 119 363,65 € | 393 214,33 € | 216 666,59 € | 2 649 115,91 € | | | | | |

Cela prolonge la tendance observée en 2023 pour laquelle la CASSB avait également sollicité le Syndicat en dépenses autofinancées au-delà de sa contribution (17.8 % des dépenses totales pour une contribution de 11.4%)

Il sera donc procédé en 2025 à un ré équilibrage au profit de la Métropole de Toulon au travers en particulier d'un effort d'investissement substantiel proposé pour l'implantation de PAC CS, dont les résultats des récentes caractérisations d'OMR justifient pleinement l'utilité. Ainsi, un budget de près de 1.2 M€ est fléché vers MTPM en 2025.

Le bilan ci-après de la répartition des dépenses autofinancées sur la période 2023-2025 atteste de ce ré équilibrage (comparaison des % de tonnages et d'autofinancement réel).

A noter que le contrôle de cet équilibre fait partie des prérogatives du comité consultatif de suivi des conventions conclues au second semestre 2023 entre le Syndicat et chacun de ses adhérents pour l'optimisation de la valorisation matière et organique des déchets. Le comité, composé notamment d'un membre élu de chaque EPCI, se réunit une fois par an en fin d'année. Sa 1^{ère} réunion s'est tenue le 3 décembre 2024. Ce comité a également en charge de veiller au contrôle de l'équilibre des dépenses et recettes des collectes sélectives sur l'aire toulonnaise.

Répartition des dépenses d'investissement et de fonctionnement autofinancées par EPCI

| en tonnes d'OMR et refus CS | 156 940 | 28 928 | 11 554 | 38 100 | 23 000 | 258 522 | | | | | |
|---|---------|----------------|--------|-------------|--------|------------|--------|--------------|--------|--------------|----------------|
| Proposition 2025 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | CCGST | | CCMPM | | TOTAL |
| | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | en € HT |
| Composteurs individuels achat | 0 | 0,00 € | 250 | 14 257,50 € | 125 | 7 128,75 € | 250 | 14 257,50 € | 175 | 9 980,25 € | 45 624,00 € |
| Composteurs individuels distribution | | | | | | | | | | | |
| Composteurs collectifs achat | 14 | 16 534,00 € | 1 | 1 181,00 € | | | 9 | 10 806,00 € | | | 28 521,00 € |
| Composteurs collectifs suivi & visites | 20 | 24 212,00 € | 4 | 660,00 € | | | | | 1 | 120 | 24 992,00 € |
| Lombricomposteurs | 251 | 23 631,00 € | 40 | 3 199,00 € | 8 | 640,00 € | 1 | 79,97 € | 6 | 479,92 | 28 029,89 € |
| Communication Prévention - campagne | | | | | | | | | | | |
| Communication Prévention - ADT (20% missions ADT) | | 41 752,00 € | | 11 054,00 € | | 4 772,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 0,00 € | 57 578,00 € |
| Communication Prévention & déchèterie Web Com. Manag. | 7 | 9 055,00 € | 7 | 1 259,00 € | 7 | 655,00 € | 0 | 0,00 € | 0 | 0,00 € | 10 969,00 € |
| PAV - fourniture et pose | 96 | 1 034 200,00 € | | 5 800,00 € | | 0,00 € | | 140 000,00 € | | 120 000,00 € | 1 300 000,00 € |

| | | | | | | |
|---------------------------|----------------|--------------|-------------|--------------|--------------|----------------|
| Total 2025 sans AAP CITEO | 1 149 384,00 € | 37 410,50 € | 13 195,75 € | 165 143,47 € | 130 580,17 € | 1 495 713,89 € |
| en % réel | 76,85% | 2,50% | 0,88% | 11,04% | 8,73% | 100,00% |
| en % théorique | 61,19% | 11,28% | 4,51% | 14,84% | 8,18% | 100,00% |
| | 915 266,86 € | 168 709,21 € | 67 393,75 € | 222 012,23 € | 122 331,84 € | 1 495 713,89 € |

AUTOFINANCEMENT 2023-2025

| | MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL |
|---|-------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|
| Tonnages OMR et refus de tri cumulé période 2023 - 2025 | 473 281 | 87 166 | 34 662 | 113 669 | 61 241 | 770 019 |
| tonnages en % du total | 61,5% | 11,3% | 4,5% | 14,8% | 8,0% | 100% |
| Autofinancement 2023 | 1 205 027 € | 399 610 € | 132 673 € | 358 908 € | 142 575 € | 2 238 794 € |
| en % du total | 53,8% | 17,8% | 5,9% | 16,0% | 6,4% | 100% |
| Autofinancement 2024 | 1 409 234 € | 309 200 € | 297 935 € | 358 067 € | 274 680 € | 2 649 116 € |
| en % du total | 53,2% | 11,7% | 11,2% | 13,5% | 10,4% | 100% |
| Autofinancement 2025 | 1 149 384 € | 37 411 € | 13 196 € | 165 143 € | 130 580 € | 1 495 714 € |
| en % du total | 76,8% | 2,5% | 0,9% | 11,0% | 8,7% | 100% |
| TOTAL Réel | 3 763 645 € | 746 221 € | 443 804 € | 882 118 € | 547 835 € | 6 383 624 € |
| autofinancement en % du total réel | 59,0% | 11,7% | 7,0% | 13,8% | 8,6% | 100% |
| TOTAL théorique | 3 923 602 € | 722 625 € | 287 355 € | 942 341 € | 507 701 € | 6 383 624 € |
| Différence Réel - Théorique sur 3 ans | -159 957 € | 23 596 € | 156 449 € | -60 222 € | 40 134 € | 0 € |

5.3.5. Les dépenses liées aux transports des déchets – quais de transfert et péréquation des transports

La péréquation des transports est triple, conformément aux statuts du Syndicat :

- Une projection pour l'aire toulonnaise (trois membres historiques).
- Un calcul particulier réalisé pour la CCGST.
- Un calcul particulier réalisé pour la CCMPM.

Sur l'aire toulonnaise, la diminution légère des tonnages observée entre 2023 et 2024 (inférieure à 2%) ne justifie pas de modifier pour 2025 les montants de la péréquation des transports retenus au BP 2024.

Montant global de la péréquation des transports Aire Toulonnaise 2025 : 871 630 € HT

Pour la CCGST, le coût global prévisionnel des transports pour 2025 générés par le quai de transfert de La Môle est en diminution par rapport au BP 2024, du fait d'une révision à la baisse des tonnages OMR.

Montant de la péréquation des transports CCGST 2025 : 1 332 175 € HT

Pour la CCMPM, la gestion des transports et des installations transférées inclut les dépenses liées à :

- La gestion de la mise en balles des OMR et aux transports au départ du site Azur Valorisation de Roumagayrol à Pierrefeu-du-Var ;
- La gestion du quai de transfert de Manjastre et des transports au départ du site ;
- L'amortissement des dépenses de travaux et d'équipements réalisées par le SITTOMAT pour la mise aux normes et la rénovation des installations.

Dans le cadre des dispositions adoptées à l'occasion de l'adhésion de la CCMPM au SITTOMAT au 1^{er} mars 2023, il est également prévu la participation du Syndicat aux frais de mises en balles des OMR à Roumagayrol à hauteur du coût unitaire supporté par lui pour la mise en balles des OMR de la CCGST à La Môle, soit 34.80 € par tonne en 2025.

Une convention devrait par ailleurs être conclue au 1^{er} semestre 2025 avec le gestionnaire du site de Roumagayrol pour lui permettre, contre un droit d'usage fixé à 20 € par tonne, l'utilisation pour son propre compte de la presse à balle acquise par le SITTOMAT en 2024 ; les recettes de droit d'usage seront réparties entre le Syndicat et la CCMPM au prorata des dépenses consacrées par chacun à la mise en balles.

Montant de la péréquation des transports CCMPM 2025 : 1 428 732 € HT

5.3.6. La gestion de l'ISDI de Manjastre

Le SITTOMAT assure depuis le 1^{er} mars 2023 la gestion de l'Installation de Stockage des Déchets Inertes (ISDI) de Manjastre.

Dans le cadre des dispositions adoptées pour le transfert de l'ISDI, le Syndicat perçoit les recettes liées aux dépôts des déchets inertes des professionnels et collectivités. Il est prévu que ces recettes viennent, chaque année, en déduction des dépenses réalisés pour la gestion globale de l'ISDI transférés par la CCMPM.

Pour 2025, la prévision budgétaire s'établit comme suit :

Montant des dépenses d'exploitation de l'ISDI : 400 000 €

Montant des recettes liées à l'ISDI : 315 000 €

Coût résiduel de gestion de l'ISDI de Manjastre pour la CCMPM : 85 000 € HT

5.3.7. L'équilibre des dépenses liées à la collecte sélective.

La CCGST et la CCMPM ont conservé leur contrat de soutien à la performance signé avec l'éco-organisme CITEO. Elles récupèrent par ailleurs directement les recettes de commercialisation des matières recyclées issues du tri des collectes sélectives (verre, cartons, emballages et papiers en « multi matériaux »).

Le SITTOMAT gère les marchés de tri conclus avec la société VALEOR dont le centre de tri est situé sur la commune du Muy et refacture, à l'euro l'euro, les dépenses réalisées sur ces marchés.

Pour 2025, compte tenu des prévisions de tonnages à réaliser et des tarifs au 1^{er} janvier 2025, les dépenses prévisionnelles correspondant au tri des collectes sélectives s'établissent comme suit :

- **CCGST : 3 023 166 € HT**
- **CCMPM : 609 886 € HT**

En ce qui concerne les EPCI de l'aire toulonnaise, il a été décidé lors du vote du budget 2023, qu'afin de permettre au Syndicat d'engager les dépenses prévues dans son programme pluriannuel d'investissements, une contribution spécifique sera appelée en année N auprès des EPCI concernés visant à équilibrer les bilans recettes – dépenses de la Collecte Sélective de l'année N-1.

Ce mécanisme est décrit dans les conventions signées avec le SITTOMAT à l'été 2023 au titre de la gestion des PAV (pour MTPM) et de l'optimisation de la valorisation matière et organique des déchets (pour la CASSB et la CCVG) :

Cette contribution sera appelée après le vote du compte administratif du SITTOMAT de l'année N-1 dans le cadre d'un ré ajustement spécifique à la collecte sélective.

Seront considérées, en fonction des prestations retenues par chaque membre :

Au titre des dépenses

-Les éventuelles dépenses d'investissement prises en charge par le SITTOMAT en dépassement de sa capacité annuelle d'investissement, ou au-delà des ratios nationaux minimum recommandés ou en lien avec des sujétions techniques entraînant d'importants surcoûts de génie civil, conformément aux réalisations définies dans le plan annuel d'implantation

-L'entretien, le lavage et la maintenance des PAV de collecte sélective

-La collecte des PAV de collecte sélective

-Le transport, la réception, le tri et le conditionnement des déchets collectés

-Le transport des refus de tri

-La communication et la sensibilisation au tri sélectif

-Le reversement aux EPCI des soutiens CITEO pour les ambassadeurs du tri (ADT), en fonction du nombre d'ADT de chaque membre

Au titre des recettes

-Les soutiens de CITEO

-Les recettes de commercialisation des matières recyclées

-Les subventions obtenues dans le cadre d'appel à projet ou tout autre dispositif d'aide financière

Les recettes de commercialisation des matières recyclées se sont stabilisées en 2024 à un niveau faible, suite à une baisse très significative en 2023, proche de leur plus bas historique de 2018, marquant une chute de plus de 40% par rapport à 2022.

En valeur absolue, les recettes globales (commercialisation + soutiens CITEO) ont néanmoins augmenté de près de 11% en 2024 par rapport à 2023 du fait d'un tonnage de déchets triés plus important (+4% sur les papiers et cartons et + 11% sur les plastiques et métaux).

Ce gain de recettes a toutefois été compensé par la hausse des dépenses liées au transfert des emballages plastiques et métalliques sur le centre de tri de Nîmes dont le coût unitaire a doublé, à plus de 200 € HT la tonne, du fait de l'arrêt de la mise en balles pratiquée par la société Ecorecept jusqu'à sa liquidation judiciaire en juillet 2023.

Les autres dépenses (collecte, entretien, lavage et maintenance des PAV CS, tri des collectes sélectives) ont quant à elle été contenues, voire légèrement diminuées par rapport à 2023.

Ainsi, le bilan de la collecte sélective présente en 2024 un déficit de 2 207 057 € contre 2 063 713 € en 2023.

BILAN de la collecte sélective sur l'aire toulonnaise

| Dépenses 2024 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | Pré CA 2024 |
|--------------------------------------|--------|-----------------------|--------|-----------------------|--------|---------------------|-----------------------|
| | nombre | en € HT | nombre | en € HT | nombre | en € HT | |
| Lavage PAV | 2000 | 200 000,00 € | 281 | 30 161,15 € | 171 | 20 816,86 € | |
| Déplacement PAV | 160 | 47 500,00 € | 30 | 7 750,00 € | 17 | 4 850,00 € | |
| Maintenance PAV | 290 | 200 000,00 € | 120 | 100 000,00 € | 28 | 20 500,00 € | |
| Collecte PAV | 13 034 | 1 958 360,00 € | 3 190 | 620 000,00 € | 1 335 | 268 740,00 € | |
| Tri cartons | 2 761 | 139 899,19 € | 1 120 | 56 757,16 € | 621 | 31 443,78 € | |
| Tri PAC | 11 747 | 1 473 892,41 € | 1 776 | 222 790,22 € | 535 | 67 176,47 € | |
| Transport refus tri PAC | 1 284 | 21 015,51 € | 283 | 4 634,25 € | 170 | 2 775,10 € | |
| Transport, Tri PLA+M | 4 945 | 2 084 437,95 € | 924 | 389 297,39 € | 320 | 134 899,00 € | |
| Transport refus tri PLA+M | 2 004 | 34 950,19 € | 370 | 6 456,76 € | 126 | 2 193,05 € | |
| Sous total hors communication | | 6 240 413,85 € | | 1 456 603,80 € | | 560 613,36 € | 8 257 631,00 € |
| Communication CS | | 246 128,00 € | | 34 517,00 € | | 18 283,00 € | 298 928,00 € |
| Ambassadeurs du tri (80% CS) | | 208 859,00 € | | 43 324,00 € | | 15 633,00 € | 267 816,00 € |
| Total | | 6 695 400,85 € | | 1 534 444,80 € | | 594 529,36 € | 8 824 375,00 € |

| Recettes 2024 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | TOTAL |
|-------------------|------|-----------------------|-------|-----------------------|------|---------------------|-----------------------|
| Soutien CITEO | | 3 489 392,71 € | | 785 237,24 € | | 251 421,05 € | 4 526 051,00 € |
| Recettes matières | | 1 633 446,02 € | | 340 230,08 € | | 117 590,43 € | 2 091 266,54 € |
| Total | | 5 122 838,73 € | | 1 125 467,32 € | | 369 011,48 € | 6 617 317,54 € |

| Recettes - Dépenses 2024 | MTPM | | CASSB | | CCVG | | TOTAL en € HT |
|--------------------------|------|------------------------|-------|----------------------|------|----------------------|------------------------|
| Total | | -1 572 562,12 € | | -408 977,47 € | | -225 517,87 € | -2 207 057,46 € |

Cette contribution d'équilibre sera appelée auprès de chaque adhérent de l'aire toulonnaise après le vote du Compte Financier Unique 2024, en même temps que les ré ajustements OM et péréquation des transports. Elle est appelée en montants hors taxe.

Si les ré ajustements ont été importants en 2024 du fait d'une baisse significative des tonnages d'OMR entre les prévisions et le réalisé 2023 (plus de 1.3 M€), permettant de réduire notablement l'impact financier de la contribution d'équilibre CS, il n'en sera pas de même en 2025 car les baisses de tonnages ont été moins marquées en 2024.

**Cela porte à 58,66 € HT/tonne en moyenne le coût 2024 de la collecte sélective répercuté en 2025 aux adhérents de l'aire toulonnaise.
A comparer aux 100,50 € HT/tonne pour le coût de l'OMR.**

Pour 2025,

- ⇒ Les recettes de commercialisation devraient continuer de baisser, sauf renversement de la conjoncture des marchés des matières premières. En particulier, il est observé que les prix de reprise des matières plastique continuent à diminuer.
- ⇒ Les soutiens CITEO devraient augmenter si les performances de tri, en particulier des emballages plastique, continuent à croître. Sur la base d'une prévision de croissance modérée de 2,5% des collectes sélectives, dont 3.5% pour les emballages plastiques, les soutiens complémentaires à la tonne triée devraient pouvoir compenser la baisse des prix de vente des matières recyclées.
- ⇒ Les coûts de collecte et de tri resteront stables, des économies peuvent être réalisées sur les prestations de lavage de certains PAV.

L'amélioration du bilan de la collecte sélective sur l'aire toulonnaise viendra de deux facteurs complémentaires :

- De l'amélioration des performances de tri
- Et de la mise en service du centre de tri de La Farlède qui permettra de réaliser à la fois une économie sur le transport des emballages plastiques, mais aussi sur les prestations de tri.

5.3.8. Les déchèteries

Quatre faits ont ou vont modifier les dépenses et recettes d'exploitation des bas de quai de déchèterie en 2024 et 2025 :

- La liquidation de la société Ecorecept en juillet 2023 avec pour conséquence :
 - L'augmentation des coûts des prestations réalisées par Ecorecept, en particulier pour le traitement des balayures de l'aire Toulonnaise (qui passe de 120 à 177 ou 195 €HT /tonne) et le traitement des encombrants (qui passe de 150 à 230 ou 262 €HT/tonne) : **la plus-value mensuelle de ce changement est d'environ 250 000 € HT** répartis sur l'ensemble des adhérents, hormis la CCMPM pour laquelle aucune prestation ne faisait l'objet d'un contrat conclu avec Ecorecept.
 - Le rachat des 320 bennes des déchèteries de l'aire toulonnaise en 2024 par le SITTOMAT pour un montant 1 764 322 € HT, ce qui permet de ne plus refacturer aux adhérents de l'aire toulonnaise les coûts de location de bennes. Ce rachat, budgété en 2024, interviendra finalement en 2025.
- L'intégration, depuis 2024, des dépenses de gestion des parcs de bennes de déchèterie (renouvellement ou complément) dans l'autofinancement du Syndicat, du fait de l'importance des recettes d'intéressement qui devrait se maintenir de manière durable à un niveau élevé. L'entretien et la maintenance des matériels restent confiés aux prestataires de transport.
- La mise en place des dispositifs de soutiens de la REP PMCB : elle s'est mise en place entre juillet et début octobre 2024 sur l'ensemble des déchèteries des adhérents du SITTOMAT et représente un soutien financier sur 12 mois de l'ordre d'1M€. A ces soutiens financiers qui seront reversés à l'euro, l'euro aux adhérents, s'ajoutent les coûts évités retranscrits dans les prévisions de dépenses de transports et traitement des déchets déposés en déchèteries et pris en charge de manière opérationnelle par l'éco organisme VALOBAT en charge de la REP, soit les déchets de plâtre et les déchets de bois B. Ces coûts évités sont estimés pour 2025 à environ 0.95 M€. **Soit un économie globale attendue d'environ 2 M€**

| Impacts REP PMCB en 2025 | soutien financier | coûts évités | économie globale |
|--------------------------|-------------------|--------------|------------------|
| MTPM | 514 714 | 420 087 | 934 801 |
| CASSB | 170 894 | 195 742 | 366 636 |
| CCVG | 70 767 | 69 940 | 140 707 |
| CCGST | 209 791 | 267 837 | 477 628 |
| CCMPM | 68 698 | | 68 698 |
| SITTOMAT | 1 034 864 | 953 606 | 1 988 470 |

- Le rattrapage des versements des soutiens dus par Eco Mobilier, devenu Eco Maison, pour la valorisation des déchets d'équipement d'ameublement (DEA) : sur la période 2021-2023, cela représente un montant de 1,13 M€ qui seront reversés en 2025 aux adhérents au prorata des DEA collectés en déchèteries ou en porte à porte.

| Rattrapage soutiens DEA 2021-2023 | |
|-----------------------------------|-----------|
| MTPM | 736 712 |
| CASSB | 133 966 |
| CCVG | 45 933 |
| CCGST | 210 070 |
| CCMPM | 13 710 |
| SITTOMAT | 1 140 391 |

Sur la base des tonnages 2024 et des derniers prix connus au 1^{er} janvier 2025 (en hausse de 0 à 1.7% par rapport à 2024), les dépenses relatives à la gestion des déchèteries s'établissent comme suit :

Dépenses bas de quai des déchèteries 2025

| MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL HT |
|-------------|-------------|-----------|-------------|-------------|--------------|
| 7 270 299 € | 2 315 634 € | 789 488 € | 2 256 383 € | 2 649 233 € | 15 281 037 € |

5.3.9. Synthèse

Les synthèses suivantes peuvent être présentées.

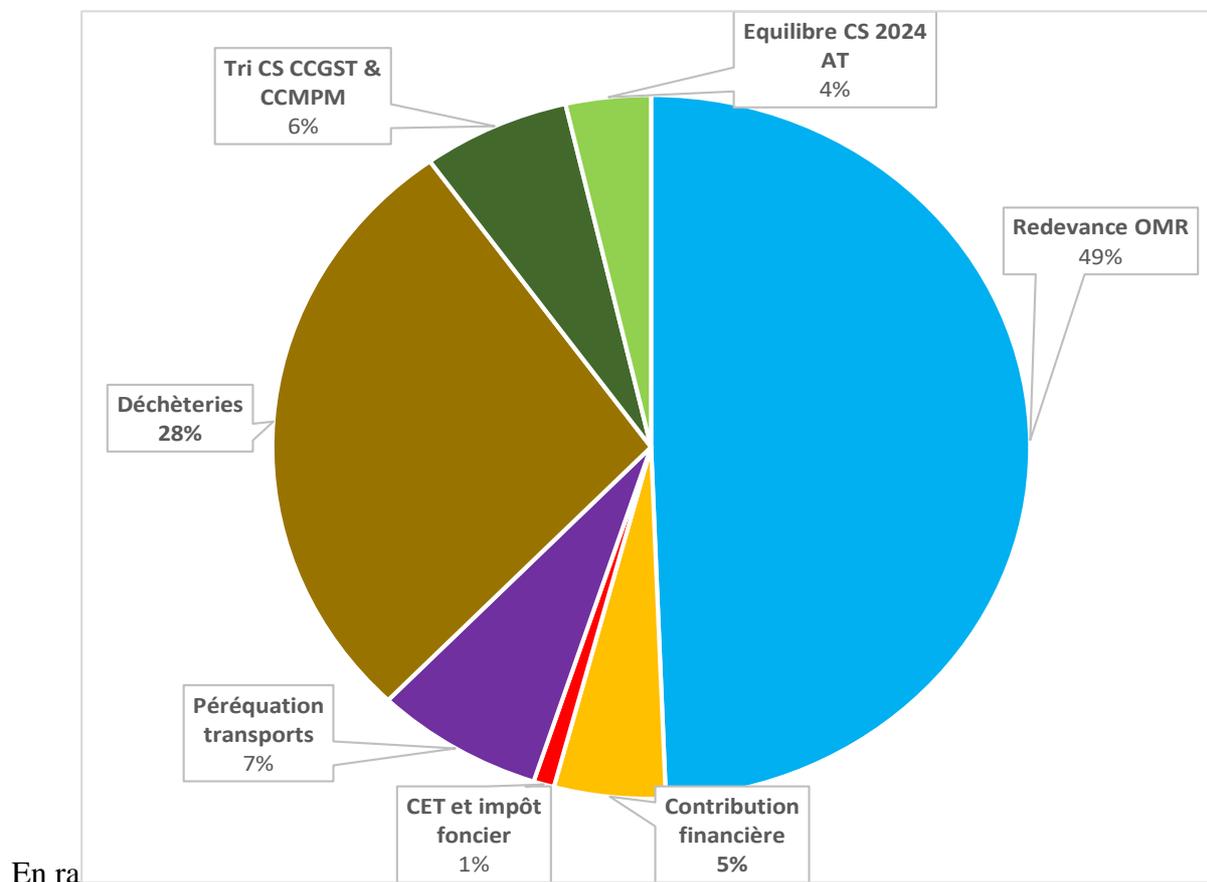
En 2024, les contributions appelées auprès des adhérents se sont élevées à 58,48 M€ TTC pour un montant des ré ajustements et restitutions de 4.06 M€ TTC. Les ré ajustements ont été importants du fait en particulier d'une baisse des tonnages OMR marquée entre 2022 et 2023.

En 2025, les contributions sont estimées à 57.88 M€ TTC, soit en très légère baisse par rapport à 2024, en raison notamment d'une baisse des dépenses de déchèteries sous l'effet du soutien opérationnel de la REP PMCB. Le montant des ré ajustements et restitutions reste élevé 4.14 M€ TTC, malgré des ré ajustements divisés par 3 (moins diminution des tonnages OMR traités entre 2023 et 2024), ceci sous l'effet conjugué du soutien financier de la REP PMCB et du rattrapage exceptionnel des soutiens DEA pour la période 2021-2023.

Le bilan des dépenses / recettes des adhérents vis-à-vis du SITTOMAT leur sera donc légèrement plus avantageux en 2025 qu'en 2024, exception faite de la CCMPM qui a bénéficié en 2024 d'un fort ré ajustement OMR et péréquation transport lié à un exercice 2023 non totalement maîtrisé au niveau des quantités à transporter et à traiter sur les 10 mois de 2023.

| Contributions 2024 TTC | MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL |
|---|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Redevance OMR | 17 490 876 € | 3 216 079 € | 1 267 431 € | 4 378 000 € | 2 599 438 € | 28 951 823 € |
| Contribution financière | 1 688 393 € | 308 597 € | 119 942 € | 395 826 € | 237 243 € | 2 750 000 € |
| CET et impôt foncier | 318 769 € | 58 263 € | 22 645 € | 74 732 € | 44 791 € | 519 200 € |
| Péréquation transports | 843 077 € | 47 680 € | 68 036 € | 1 534 166 € | 1 516 151 € | 4 009 110 € |
| Déchèteries | 7 954 265 € | 2 588 371 € | 871 754 € | 2 560 567 € | 2 802 541 € | 16 777 497 € |
| Tri CS CCGST & CCMPM | | | | 2 965 689 € | 551 311 € | 3 517 000 € |
| Equilibre CS 2023 AT | 1 384 765 € | 447 640 € | 230 308 € | | | 2 062 713 € |
| Réajustement OM 2023 (traitement et transport) | -1 206 950 € | -192 410 € | -58 258 € | -531 421 € | -897 873 € | -2 886 912 € |
| Restitution déchèteries (ferraille et éco-organismes) | -604 708 € | -237 708 € | -108 440 € | -139 735 € | -84 828 € | -1 175 418 € |
| TOTAL TTC 2024 | 27 868 487 € | 6 236 511 € | 2 413 417 € | 11 237 824 € | 6 768 774 € | 54 525 013 € |

| Contributions prévisionnelles 2025 TTC | MTPM | CASSB | CCVG | CCGST | CCMPM | TOTAL |
|---|---------------------|--------------------|--------------------|---------------------|--------------------|---------------------|
| Redevance OMR | 17 349 770 € | 3 198 035 € | 1 277 253 € | 4 211 955 € | 2 542 650 € | 28 579 662 € |
| Contribution financière | 1 695 168 € | 313 399 € | 124 107 € | 380 122 € | 237 205 € | 2 750 000 € |
| CET et impôt foncier | 320 048 € | 59 170 € | 23 431 € | 71 767 € | 44 784 € | 519 200 € |
| Péréquation transports | 839 823 € | 49 092 € | 69 879 € | 1 516 763 € | 1 685 517 € | 4 161 073 € |
| Déchèteries | 7 670 165 € | 2 442 994 € | 832 910 € | 2 380 484 € | 2 794 941 € | 16 121 494 € |
| Tri CS CCGST & CCMPM | | | | 3 189 440 € | 643 430 € | 3 832 870 € |
| Equilibre CS 2024 AT | 1 572 562 € | 408 977 € | 225 518 € | | | 2 207 057 € |
| Réajustement OM 2024 (traitement et transport) | -369 593 € | -59 307 € | -4 741 € | -216 814 € | -306 534 € | -956 989 € |
| Restitution déchèteries (ferraille et éco-organismes) | -1 033 414 € | -374 494 € | -163 668 € | -333 191 € | -136 560 € | -2 041 327 € |
| Rattrapage soutiens DEA 2021-2023 | -736 712 € | -133 966 € | -45 933 € | -210 070 € | -13 710 € | -1 140 391 € |
| TOTAL TTC 2025 | 27 307 816 € | 5 903 900 € | 2 338 755 € | 10 990 455 € | 7 491 723 € | 54 032 649 € |



| | Pré CA 2024 | Prévisions 2025 | Commentaires |
|---|---------------------|---------------------|--|
| RECETTES de fonctionnement | | | |
| Contribution financière annuelle (74741) | 2 500 000 € | 2 500 000 € | |
| Impôts et taxes (74741) | 472 000 € | 472 000 € | |
| Péréquation transports (748388) | 3 665 000 € | 3 718 000 € | |
| Redevance OM | | | |
| Remboursement CS Golfe et Porte des Maures | 47 742 000 € | 47 206 000 € | Baisse de tonnage OMR + refus de tri avec tarif UVE stable |
| Remboursement déchèteries | | | |
| Equilibre CS aire toulonnaise (70611, 70612) | | | |
| Commercialisation matière | | | |
| Soutiens éco-organismes 70388, 706888 et 74888 | 8 545 000 € | 9 297 000 € | REP financière PMCB (gravats) |
| Autres recettes de fonctionnement (75) | 4 888 000 € | 3 631 000 € | Dont intéressement UVE 2,53 M€ en 2024 (en baisse de 1,14 M€ /2023) Subvention distribution composteurs en 2024 |
| Total recettes de gestion courante | 67 812 000 € | 66 824 000 € | |
| DEPENSES de fonctionnement | | | |
| Contrats de prestations de service (011611) | 52 248 000 € | 52 688 000 € | |
| Autres charges à caractère général (011) | 4 816 000 € | 4 913 000 € | dont TGAP |
| Charges de personnel (012) | 860 000 € | 894 000 € | |
| Autres charges de gestion courante (65) | 1 300 000 € | 3 666 000 € | reversement soutiens PMCB + rattrapage DEA 2021-2023 |
| Total dépenses de fonctionnement | 59 224 000 € | 62 161 000 € | |
| Epargne de gestion | 8 588 000 € | 4 663 000 € | |
| Résultat financier (66) | -98 000 € | -342 000 € | Intérêt d'emprunt |
| Résultat exceptionnel (67) | -2 593 000 € | -834 000 € | Ré ajustement OMR |
| Epargne brute | 5 897 000 € | 3 487 000 € | |

La prévision 2025 est marquée par :

- ⇒ Une légère baisse des recettes par rapport à 2024 (-1.6%) : poursuite de la diminution des OMR, prix de transport et traitement stables, diminution des recettes énergétiques de l'UVE, malgré la hausse des recettes liées à la REP PMCB en déchèterie
- ⇒ Une augmentation sensible des dépenses (+4.6%) : en quasi-totalité liée au reversement des soutiens des éco-organismes opérant sur les déchèteries au titre des REP PMCB, mise en place en 2024, et DEA, pour laquelle un rattrapage s'opère en 2025 au titre des années 2021 à 2023.

Cela conduit à dégager en 2025 environ 4.7 M€ d'épargne de gestion pour une épargne brute à 3.5 M€ déduction faite des résultats financier et ré ajustements OM.

6. Orientations budgétaires en matière d'Investissement

6.1. Le Plan pluriannuel d'investissement

Les hypothèses du PPI 2022 – 2028, dont le tableau est joint ci-après, ont été recalées en prenant en compte :

- ⇒ Sur l'opération centre de tri des collectes sélectives à La Farlède :
 - Un décalage de planning d'environ 6 mois du fait du retard pris dans la délivrance des autorisations administratives (ICPE + 2 mois), mais aussi par le constructeur dans la phase étude, ainsi que de la découverte de déchets amiantés en décembre 2024 lors des phases préalables au démarrage de chantier ;
 - Une ligne pour aléas et révisions de prix afin de prendre en compte l'évolution du contexte de l'opération.
- ⇒ Le décalage du planning de réalisation de la (des) plate(s) forme(s) de compostage de biodéchets pour la(es)quelle(s) la recherche de terrains d'assiette n'a pas encore abouti. Le SIVED NG a engagé une étude de faisabilité à l'automne 2024 pour un projet de plate-forme de compostage mutualisée avec le SITTOMAT.
- ⇒ Sur l'UVE, le paiement en 2025 des travaux de la FOB 35 (analyseurs COT), la pose des compteurs et calorifugeage au titre de l'ISO 50001 lors de l'arrêt des communs en avril 2025, et la mise en place de nouvelles FOB pour accompagner le délégataire dans la conduite de quelques travaux réclamés par les assureurs, ainsi que pour l'étude des désordres observés sur le génie civil afin de définir les travaux à engager avant la fin de la DSP en 2030.
- ⇒ Sur les quais de transfert :
 - L'aménagement du site de l'Almanarre pour recevoir à l'automne 2025 un compacteur pour la massification des biodéchets collectés séparément sur l'Est Toulonnais ;
 - La réalisation de 2 trémies supplémentaires sur le site de Manjastre et la modernisation du pont bascule dont les études sont achevées ;
 - Le démarrage en 2025 de la réalisation du quai de transfert pour l'Ouest Toulonnais sur un terrain du quartier Lagoubran pour lequel la Ville de Toulon a validé la vente au Syndicat, avec un objectif de mise en service au plus près de l'ouverture du centre de tri de La Farlède ;
 - Les travaux nécessaires à la réparation en urgence du bassin de rétention des eaux de ruissellement sur le site de Le Môle.
- ⇒ Au titre de travaux divers, l'acquisition d'un nouveau véhicule de service en 2025 ainsi que la rénovation du système de sonorisation de la salle du Conseil
- ⇒ Sur l'opération 977, le rachat des bennes de déchèteries de l'aire toulonnaise, prévu en 2024 et reporté en 2025, ainsi que l'achat de compacteurs à biodéchets en 2025 pour la CASSB (déchèterie d'Evenos) et la MTPM (quai de transferts de l'Almanarre et futur quai de transfert de Lagoubran).

Cela représente un effort d'investissement de près de 90 M€ HT sur 7 ans, pour un montant attendu d'environ 10 M€ de subvention.

Près de 31,5 M€ d'investissements ont d'ores et déjà été réalisés sur 2022-2024 financés en quasi-totalité par l'autofinancement du Syndicat généré chaque année et à l'excédent cumulé sur la période 2013-2021.

SITTOMAT - PPI 2022 - 2028

Année de mise en service

| en K€ HT | 2022 | 2023 | 2024 | RAR 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|------------------|------------------|
| 975/ Centre de tri collectes sélectives Acquisition Foncière | 375 800 | 7 198 700 | | | | | | |
| 975/ Centre de tri collectes sélectives Construction et Ingenierie | 117 782 | 496 519 | 7 757 016 | | 19 044 672 | 9 411 949 | | |
| 975/ Centre de tri Révision de prix et aléas | | | | | 1 000 000 | 600 000 | | |
| 971/ CS en AV | 1 166 269 | 797 267 | 1 529 424 | 266 089 | 1 523 000 | 1 300 000 | 1 300 000 | 1 300 000 |
| 972/ Centre(s) de valorisation des biodéchets Acquisitions foncières | | | | | 500 000 | | | |
| 972/ Centre(s) de valorisation des biodéchets Construction et Ingénierie | | 86 597 | | 67 000 | 300 000 | 5 200 000 | 8 000 000 | |
| 972/ Centre(s) de préparation et valorisation des CSR | | | | | | | | |
| 972 / UVE et QT | | | | | | | | |
| 972/ UVE - Travaux ISO50001 (220k€) et FOB 35 (RAR 2024 : 225k€) et FOB 36 (travaux assurances : 60k€/an) et FOB 37 (35k€) et FOB 38 (GC) | 536 339 | | | 186 000 | 434 000 | 150 000 | 150 000 | 150 000 |
| 972/ UVE - Travaux BREF et OTNOC | 1 751 989 | 3 230 690 | | | | | | |
| 972/ UVE - Achat terrain chaufferie de secours BERTHE | | | | | | | | |
| 972/ QT Solliès-Pont | | 126 970 | | | | | | |
| 972/ QT Almanarre | 164 804 | 40 670 | | | 60 000 | | | |
| 972/ Mise en balles MPM | | | | | | | | |
| 972/ QT et ISDI Manjastre | | | | 55 329 | 750 000 | | | |
| 972/ QT Ouest Toulonnais | | | | | 850 000 | 2 550 000 | | |
| 972/ Divers (travaux maintenance et achat pour locaux Sittomat) | 106 209 | 71 123 | | | 150 000 | 70 000 | 70 000 | 120 000 |
| 973/ Prév. bio-déchets (comp.ind. coll / LombriComp.) | 111 245 | 1 550 444 | 1 084 326 | | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 |
| 974/ QT La Môle | 355 431 | 8 650 | | 20 425 | 75 000 | 10 000 | 10 000 | 10 000 |
| 976/ LIFE | 87 860 | 1 012 | 71 693 | 5 577 | | | | |
| 977/ Achat bas de quai de dechetteries (bennes, panneaux, ...) | | | 123 813 | 24 500 | 2 175 000 | 235 000 | 235 000 | 235 000 |
| Divers (2026 passage au multimateirux AT) | 352 012 | | | | | 1 000 000 | | |
| TOTAL | 5 125 739 | 13 608 642 | 12 753 123 | 624 920 | 27 061 672 | 20 726 949 | 9 965 000 | 2 015 000 |
| | | | | 89 866 045 | | | | |

6.2. Gestion de la dette

Jusqu'en 2022, le SITATOMAT n'avait pas de dette.

En 2023, un premier emprunt a été contracté auprès de La Poste pour un montant de 2 150 000 € au taux fixe de 4.28 % sur une durée de 20 ans pour le financement du centre de tri, tenant compte :

- de l'avance à verser au démarrage du marché global de performance (MGP) pour la conception, réalisation, exploitation et maintenance du futur centre de tri des collecte sélective ;
- de l'incertitude sur le déblocage d'un premier versement de la subvention obtenue dans le cadre du fond friches.

Dans les faits, le MGP a été signé le 20 décembre 2023 et le marché a démarré par ordre de service le 10 janvier 2024. Par ailleurs, le 1^{er} versement de la subvention fond friches a pu être rattaché à l'exercice 2023.

La prospective financière fait apparaître un besoin d'emprunt complémentaire d'environ 33 M€ sur 2025-2027.

Un nouvel emprunt a été contracté fin 2024 auprès de la banque des territoires sur une durée de 25 ans afin de boucler le financement du centre de tri. D'un montant de 24.5 M€, il repose sur un taux variable correspondant au taux du livret A + 0.40% (soit 2.8% au 1^{er} février 2025). La durée de mobilisation de l'emprunt est de 3 ans à compter du premier versement qui interviendra au démarrage des travaux en 2025. Le remboursement du capital emprunté démarrera l'année suivant la phase de mobilisation, soit en 2028.

Par la suite et dans l'hypothèse de la réalisation entre 2025 (acquisition foncière et étude), 2026 et 2027 (autorisations administratives et travaux) du centre de compostage des biodéchets, un emprunt complémentaire devra être consenti.

Toutes choses égales par ailleurs, la prospective financière révèle un besoin d'emprunt de 8.8 M€ pour une opération d'environ 14 M€ en partie subventionnée.

Ainsi le recours à l'emprunt et les annuités correspondantes peuvent être simulées comme suit :

| Caractéristiques des emprunts | année de signature | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 |
|---|--------------------|------------|------------|------------|-------------|-------------|
| 2 150 000 à 4,28% sur 20 ans | 2023 | 160 000 € | 160 000 € | 160 000 € | 160 000 € | 160 000 € |
| 24 500 000 à 2,80% sur 25 ans | 2024 | | | | | |
| <i>mobilisation 2025 : 18,3 M€</i> | | | 255 000 € | 510 000 € | 510 000 € | 1 376 000 € |
| <i>mobilisation 2026 : 6,2 M€ M€</i> | | | | 88 000 € | 80 000 € | |
| 6 800 000 à 2,80% sur 25 ans | 2026 | | | | | |
| <i>mobilisation 2026 : 4,3 M€</i> | | | | 239 000 € | 239 000 € | 239 000 € |
| <i>mobilisation 2027 : 4,5 M€</i> | | | | | 254 500 € | 254 500 € |
| Total annuités d'emprunt | | 160 000 € | 415 000 € | 997 000 € | 1 243 500 € | 2 029 500 € |
| Capacité de désendettement en années | | 0,3 | 5,8 | 5,2 | 5,9 | 5,6 |

Annexe C1 - ROB 2025

| ETAT DU PERSONNEL | | | |
|--|--|--|-----------------|
| Emplois statutaires | Emplois créés | Emplois pourvus ou à pourvoir | Emplois vacants |
| Cadre des emplois Fonctionnels | 1 poste de Directeur Général | Pourvu par détachement d'1 ingénieur territorial hors classe | 0 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs Territoriaux hors classe | 1 poste | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs Territoriaux en chef | 1 postes | 1 par emploi contractuel | 1 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs Principaux | 1 poste | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Ingénieurs | 1 poste | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Attachés Territoriaux hors classe | 1 poste | 0 | 1 |
| Cadre d'emploi des Attachés Territoriaux | 1 poste | 0 | 1 |
| Cadre d'emploi des Rédacteurs | 3 postes de Rédacteur Principal 1ère classe 3 postes de Rédacteur Principal 2ème classe 1 poste de Rédacteur | 3 0 0 | 4 |
| Cadre d'emploi des Techniciens Territoriaux | 1 poste de technicien Principal de 1ère classe 2 postes de technicien Principal de 2ème classe 1 poste de technicien | 1 1 0 | 2 |
| Cadre d'emploi des agents de maîtrise | 1 poste d'agent de maîtrise | 1 | 0 |
| Cadre d'emploi des Adjoints Territoriaux | 2 poste d'Adjoint Administratif Principal de 1ère classe | 2 | 0 |
| Missions à durée déterminée | | | |
| Conseiller Technique | 2 | 2 | 0 |
| Conseiller Juridique | 2 | 1 | 1 |
| Conseiller Informatique | 1 | 0 | 1 |
| Sténo-Dactylo | 1 | 0 | 1 |
| Volontaires service civique | 2 | 0 | 2 |